

T 2137 - 759 - 13,00 F
3792137013004 07590
hebd

ISSN 0026-9433

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°759 JEUDI 6 JUILLET 1989 13,00 F



Abolissons les privilèges

communiqués éditions

• PERPIGNAN.

Du 15 juin au 15 septembre, le groupe Puig-Antich n'assure qu'une permanence tous les samedis de 15 h à 19 h au 2 bis, rue Théodore-Guter, 66000 Perpignan.

• MARSEILLE.

Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• NANTES.

Durant l'été, le groupe de Nantes animera toujours « Magazine libertaire » le samedi de 12 h à 13 h sur Radio Alternantes (97.5 MHz).

• LILLE.

Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (métro Fives) sera fermé en juillet-août. Prochaine permanence : samedi 2 septembre, de 15 h à 19 h (tél. : 20.47.62.65). D'autre part, « La voix sans maître » suspend ses émissions durant la même période. Rendez-vous vendredi 1^{er} septembre de 19 h 30 à 21 h sur Campus (91.4 MHz) en compagnie du groupe Benoît-Broutchoux (FA) et de ses invités.

éditions

• AFFICHE.

A propos des événements chinois, le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer une affiche (format 64 x 90) en deux couleurs. « Bourgeoise ou populaire, l'armée est toujours là pour réprimer », tel en est son slogan. Elle est vendue à la librairie du Monde libertaire à 10 F l'unité et 2 F l'exemplaire au-dessus de 10.



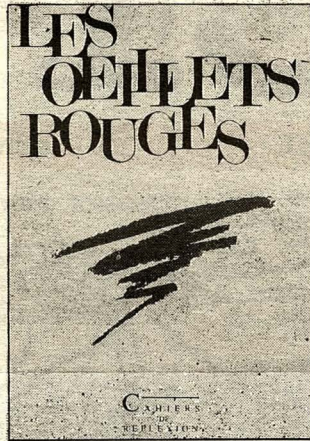
• AFFICHE.

Le groupe Henry-Poulaire vient d'éditer une affiche. Elle est disponible au prix de 5 F l'unité et 1 F l'exemplaire à partir de 10.



• « OEILLET ROUGE »

Le numéro quatre des « Oeillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positiver les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les Oeillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



• SOUSCRIPTION 89.

L'édition de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine s'achève. Le livre est sous presse, et il sera disponible en juillet au prix de vente de 130 F pour 465 pages. D'ici là, notre souscription reste toujours valable (110 F pour le Kropotkine et 110 F pour l'ouvrage collectif : « Les anarchistes et 89 », à paraître le 4^e trimestre 1989). Les chèques doivent être libellés à l'ordre de Gaetano Manfredonia. D'autre part, les autocollants « Non aux consensus » et « Travailleurs organisons-nous » sont toujours disponibles (30 F le paquet de 50 exemplaires).



• « ITINÉRAIRE ».

Le prochain numéro d'« Itinéraire », à paraître fin juillet 1989, sera consacré à Errico Malatesta (militant anarchiste italien, 1852-1932). Son œuvre immense couvre plus de 50 ans de la vie du mouvement anarchiste italien et international. De la Première Internationale et ses romantiques mouvements insurrectionnels (1872-1876) à la montée du fascisme italien (1922), en passant par le congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), la Semaine rouge d'Ancone (1914) et l'Italie révolutionnaire des années 20, il lutte toute sa vie pour l'avènement d'un anarchisme social.

liste des groupes f.a.

REGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Alpes de Haute-Provence : Digne — Aisnes : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Arles, Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort/Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Rhône : Lyon — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliè-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sénonès — Cantal : Aurillac — Creuse : Liaison Creuse — Haute-Garonne : Montrejeau.

Les personnes qui veulent prendre contact avec les groupes et liaisons de la fédération anarchiste peuvent passer par les Relations Intérieures : Fédération anarchiste (RI), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

éditions

• « FEMMES A L'OUVRAGE ».

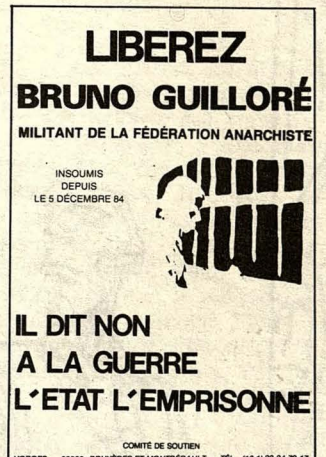
Des militantes de la Fédération anarchiste viennent de publier une brochure sur le travail des femmes : « Femmes à l'ouvrage ». Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, Paris XI^e) au prix de 50 F.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE ».

Pour ce 35^e numéro de « Volonté anarchiste », le groupe de Fresnes-Antony a choisi « Le communisme libertaire », d'Isaac Puente, dont l'influence sur la révolution libertaire de 1936 fut considérable. Une préface de Frederica Montseny présente et restitue ce texte dans le contexte pré-révolutionnaire des années 30. Le compagnon espagnol Abel Ramirez a fourni la première biographie française d'Isaac Puente, assassiné au tout début de l'insurrection franquiste. Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire. Le meilleur soutien, pour « Volonté anarchiste », est bien sûr l'abonnement (180 F pour 8 numéros), versements à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (CCP 21600 42 C Paris).

• AFFICHES.

Le groupe d'Anizy-le-Château a édité une affiche de soutien à Bruno Guilloire, inouïs emprisonné et militant de la FA. Elle est disponible au prix de 3 F l'unité, en soutien, à la librairie du Monde libertaire.



• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Bernard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



• BROCHURE.

Le groupe Salvador-Haro et d'Association des amis de Kropotkine viennent de publier une brochure sur le thème : « Sandinisme et minorité ethnique, la gauche latino-américaine face au mouvement indien ». Nous y abordons l'évolution des rapports entre Miskitos et Sandinistes, du conflit armé à la coexistence avant d'entamer un bref tour d'horizon en Amérique du sud : indigénisme, indianité, attitude des partis de gauche. Ceci complété par de nombreux documents et textes illustrant la situation indiennes sur ce continent. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

FONCTION PUBLIQUE

Syndicalisme et luttes sociales

L'ANNÉE écoulée a été fertile en événements dans le monde du travail : les coordinations réapparues chez les étudiants, les cheminots ou à la SNECMA, ont connu une embellie certaine à partir de l'automne 1988, en particulier à travers l'expérience de la coordination infirmière.

Pourquoi tant de révoltes ?

L'arrivée de la « gauche » au pouvoir a effacé quelque temps les conséquences de la crise, les salariés, préférant vivre une période d'espoir pour davantage de justice sociale, intégrant le nouveau discours sur les solidarités, acceptant une perte de leur pouvoir d'achat pour « partager » les richesses.

Son retour en 1988, après l'intermède d'un gouvernement d'une droite musclée, entraîne, par overdose de réalisme et d'austérité, la prise de conscience des réelles inégalités, une révolte contre les discours cherchant à culpabiliser les « nantis du salariat » au moment où les profits des entreprises n'égalent que les échanges démentiels de la Bourse ou le salaire de Christine Okrent...

L'exploitation est belle et bien toujours là. Réémerge l'idée que rien ne s'obtient sans lutter.

Les organisations syndicales n'ont guère été à la hauteur des enjeux : divisées, en conflit entre elles, de plus en plus liées à tel ou tel parti politique, et même au gouvernement, peu à peu vidées de leur vie collective par un nombre sans cesse décroissant d'adhérents et une centralisation de l'appareil. Trop peu d'acquis obtenus ces dernières années, quelles que soient leurs stratégies, ne peuvent attirer les salariés, qui préfèrent se coordonner dans l'unité et contrôler démocratiquement leurs actions.

Les coordinations

Les étudiants ont démontré, en décembre 1986, la force de leur coordination : Devaquet a dû partir, le projet de code de la nationalité a dû être suspendu pour réexamen. De même que les comités de grève locaux, les coordinations sont vécues, par les salariés, comme le moyen d'associer syndiqués et non-syndiqués dans le sens d'une plus grande efficacité, d'une part, et d'autre part permettant la maîtrise et le contrôle des revendications et de l'action.

Amis lecteurs

Comme nous vous l'annoncions il y a deux semaines, vous tenez entre vos mains notre numéro d'été, qui sera en vente jusqu'au début septembre au prix exceptionnel de 13 F. Sa pagination elle aussi est plus conséquente que d'habitude : 16 pages qui, nous l'espérons, vous tiendront en haleine jusqu'au 14 septembre...

Ce numéro spécial a été tiré à plus de 20 000 exemplaires afin que vous puissiez le trouver partout en France. Surtout, si vous avez des difficultés à vous le procurer, n'hésitez pas à nous en faire part, afin que nous fassions immédiatement le nécessaire auprès des NMPP.

Les administrateurs



Manifestation nationale des instituteurs à Paris le 28 février 1989.

La coordination peut aussi révéler l'aspect très catégoriel de la lutte, cherchant à gagner seule sur ses propres revendications, sans souci des autres catégories, y compris de celles plus défavorisées. Les rivalités politiques peuvent y entraver l'élan démocratique : luttes d'influences aussi bien dans les assemblées générales qu'au niveau national de la coordination (trotskistes et socialistes en tête des infirmières, par exemple).

Mais elle permet une très forte participation des personnels concernés (agents de conduite, infirmières), une possibilité de dépasser la division syndicale, de favoriser la prise de conscience par le plus grand nombre de la nécessité de s'organiser et d'agir.

Mais les coordinations existant en période de forte mobilisation, comment faire, quand la mobilisation décroît, pour continuer à se battre et gagner alors que les revendications sont loin d'être satisfaites ? Crée-t-on des liens et lesquels avec les organisations syndicales ? Et ceux entre les coordinations quand on constate que les revendications se ressemblent d'un secteur à l'autre, que l'intransigeance patronale et gouvernementale est la même d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre ?

La fonction publique

Si on ne peut oublier les luttes récentes menées le plus souvent par des salariés immigrés, au bas de l'échelle des salaires (intérimaires chez Citroën à Aulnay, Orangina à Aubervilliers, RUFA à Caen ou la COMATEC à Paris) dans le secteur privé, il n'en reste pas moins que l'essentiel des conflits concerne la fonction publique.

Les conséquences de la politique d'austérité imposée depuis plusieurs années commencent à être perceptibles de façon collective :

- les 39 heures sans effectifs supplémentaires ;
- les non-remplacements des départs (démissions, retraites), des absences (congés-maladie, maternité, formation) ;
- les redéploiements.

Les conditions de travail se sont ainsi dégradées d'autant que l'introduction des nouvelles technologies n'a permis aucun progrès social : ni meilleure organisation du travail, ni allègement de la pénibilité du travail, ni amélioration des conditions d'accueil et de services pour les usagers (sécurité ferroviaire, attente aux guichets postaux, qualité des soins et d'accueil dans la Santé, etc.).

Dans la même période, les « sacrifices » subis, supportés, n'ont pas montré leur efficacité en terme de solidarité, le nombre des chômeurs et des précaires a continué d'augmenter, on privatise des

pans entiers de la fonction publique, redéploiements (régionaux, voire nationaux) et licenciements accompagneront les restructurations des services publics. Le discours moralisateur sur les « nantis de la fonction publique » ne peut plus alors passer.

Un syndicalisme en décomposition

En France, le syndicalisme est particulièrement faible et affaibli : environ 5% de syndiqués parmi les salariés, en majorité dans le secteur public. Toutes les confédérations sont touchées par la désyndicalisation : pour remédier à cette décomposition, elles cherchent à recomposer.

La « forteresse » de la CGT se fissure largement : c'est encore la plus grande centrale et la plus influente mais l'emprise du PCF sur l'appareil joue comme un repoussoir. Et ce n'est pas le discours maximaliste de lutte contre le gouvernement ni le sectarisme à l'égard des autres confédérations qui lui redonnent une quelconque crédibilité. L'autre stratégie syndicale menée par la FEN, la CFDT, la CGT-FO, la CFTC, la CGC et certains syndicats autonomes consiste en une institutionnalisation des structures syndicales, voire son intégration dans l'appareil d'Etat : un syndicalisme de négociation à froid, de régulation sociale. L'existence de plusieurs « chapelles » récitant les mêmes prières peut ainsi apparaître comme une aberration. Leur regroupement peut s'avérer objectivement raisonnable et efficace : à la fois pour isoler la CGT et pour se positionner favorablement en vue des négociations de l'espace social européen.

Pour ce faire, il fallait se débarrasser de quelques scories, présentes encore à la CFDT : « moutons noirs », partisans d'un syndicalisme combatif, unitaire, à l'écoute des salariés.

Il n'est donc pas étonnant que, dans un tel contexte, des exclusions aient lieu dans deux secteurs où les luttes récentes avaient été virulentes : les PTT et la Santé en région parisienne, entraînant la création de deux structures syndicales autonomes :
• le SUD, dans les PTT, à un niveau national ;
• le CRC, dans le secteur sanitaire et social, en Ile-de-France.

Le CRC

Pour de nombreux militants et adhérents de la CFDT du secteur sanitaire et social, les événements de l'automne 1988 ont été vécus comme un renouveau positif et porteur d'espoir du syndicalisme qu'ils proposaient : les salariés élaborant eux-mêmes leurs revendications, se sont donnés les moyens de les faire avancer par

l'action menée massivement et le plus démocratiquement possible. La signature des accords Evin par les centrales syndicales a été vécue comme un coup de poing dans le dos porté contre la mobilisation et surtout contre son extension aux autres catégories au moment même où la coordination des coordinations d'amorçait.

Afin de rester crédibles face aux salariés en lutte, les syndicats CFDT santé sociaux de la région parisienne ne pouvaient que dénoncer publiquement ces accords. Avec les réajustements idéologiques du congrès confédéral CFDT (abandon de la référence au socialisme autogestionnaire), les radiations de ces syndicats s'imposaient.

Ainsi est née une fédération régionale de syndicats santé sociaux CRC en Ile-de-France : Coordonner, Rassembler, Construire. « Fédération unitaire de la santé », le pôle unitaire de rassemblement des coordinations et des forces syndicales dans la Santé, pour certains, ou bien, pour d'autres, le CRC ne doit-il pas chercher à élargir son intervention là où existent des potentialités, avec d'autres, d'une action syndicale de solidarité interprofessionnelle et internationale. L'avenir nous le dira.

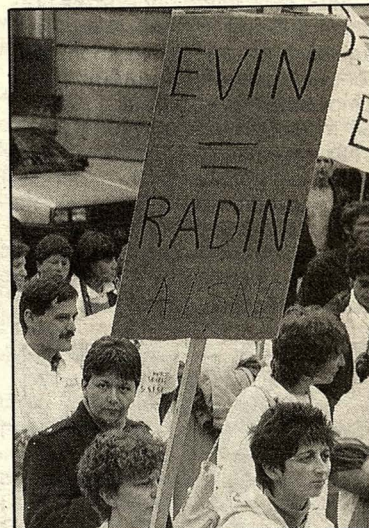
Le SUD

Aux PTT, les militants se sont sentis acteurs des mouvements qui ont eu lieu en automne, structurés autour des comités de grève. Cette volonté d'indépendance vis-à-vis des chapelles syndicales et politiques était, pour un grand nombre d'entre eux, la voie d'un renouveau syndical, celui d'un syndicalisme différent. A l'évidence, la CGT ne répondait pas à cette exigence. Force ouvrière, elle, préparait son congrès confédéral, et il n'était pas question de cautionner une quelconque recombinaison réformatrice avec la FEN et la CFDT !

Quant à la CNT, vécue à tort ou à raison comme un « groupuscule syndical », elle ne recueillait pas l'assentiment de tous. Exclue donc de la CFDT-PTT et à l'approche des élections professionnel-

les, ils ont choisi de créer le syndicat SUD (Solidaire unitaire et démocratique).

Pari réussi, puisqu'aux élections de mars, le SUD devenait première organisation syndicale dans de nombreux centres de tri de la région parisienne, là où les grèves avaient été animées par ces mêmes militants, « moutons noirs » de la CFDT. Il devançait ainsi la CFDT sur la région et devenait organisation syndicale dite représentative. Au niveau national, la CGT confortait sa première place, la CFDT perdait deux points et FO quatre !



Manifestation des infirmières le 13 octobre 1988.

Le SUD était né et bien né ! C'était la reconnaissance par le personnel de ces pratiques syndicales différentes, et cela dérangeait. De son côté, la direction des PTT était bien ennuyée devant cette nouvelle donne syndicale. Elle traîne, encore aujourd'hui, à donner les moyens à ce syndicat pour fonctionner. Malgré les élections et la dernière grève dans les télécoms, où le SUD était au côté de la CGT, l'administration centrale accepte difficilement de reconnaître cette nouvelle organisation. Et pourtant, elle est incontournable. Elle est un des rares syndicats à refuser clairement le rapport Prévot (1). Radicalement opposé au démantèlement du service public et au réalisme bourgeois de certains, le SUD peut

(Lire suite page 4)

Editorial

QU'IL est beau leur bicentenaire ! Que sont-elles devenues les belles idées de la Révolution française ? La Liberté ! Celle d'utiliser toutes les richesses des hommes pour l'enrichissement personnel, celle d'exploiter le travail humain. L'Egalité ! Regardez donc déesse Justice, qu'elle soit rendue au nom de Dieu ou des hommes, c'est un monument de cynisme : l'égalité devant la loi a bien vite débouché, face aux lois du marché, à l'inégalité des individus. La Fraternité ? C'est une chimère des sociétés de classes, tout juste bonne à entretenir la solidarité des pauvres avec... les exclus du grand banquet.

Qu'il est beau le bicentenaire de la bourgeoisie française ! Et qu'il est beau le gros gâteau d'anniversaire, avec ses deux cents bougies ! Viens le souffler avec nous dit la gente démocratique au bon peuple qui aime bien la fête. Surtout quand on lui fait croire que c'est la sienne !

Mais la fête, c'est quand même pas pour tout le monde, il faut réserver sa place ou être sur la liste des invités. Les prisonniers de la démocratie en sont exclus, l'amnistie large et généreuse, c'est pas la chienlit. L'auto-amnistie des politiques, c'est différent, c'est juste un peu d'argent, c'est quelques armes et c'est quelques amis. Pas de quoi troubler la fête... d'un 14 juillet, l'été sera peut-être chaud dans les prisons. Le dernier scandale de la vie politique, lui, est au frais pour la nuit du 4 août ?

Le début de l'année 1989 a été celui de tous les dangers du point de vue des luttes sociales. Infirmières, postiers, enseignants ont donné le la, sur les revendications des salariés : salaires, statuts et conditions de travail sont des cahiers de doléance qui s'inscrivent dans la réalité, obstinément ! Ces exigences catégorielles sont restées lettres mortes sur le bureau d'un Rocard.

Que ces grèves-là se généralisent, c'est tout l'avenir que l'on peut leur souhaiter. L'automne prochain risque bien d'être celui du rendez-vous. Et si 1789 restait à faire... comme la Révolution !

Syndicalisme et luttes sociales (suite)

(Suite de la page 3)

être le représentant de ce nouveau syndicalisme, celui fidèle aux intérêts des salariés et des usagers, réellement démocratique et unitaire ! Il tiendra, d'ailleurs son premier congrès en septembre.

L'avenir ouvert à de nouvelles pratiques syndicales

Le syndicalisme est-il moribond ? Ne serait-ce pas plutôt les organisations qui se disent syndicales ?

Mais la dernière période est porteuse d'espoir : les travailleurs, en agissant et en se coordonnant, renouent avec une combativité éteinte. Ils montrent qu'ils ont de moins en moins confiance en ceux qui veulent parler à leur place — politiciens ou permanents syndicaux — et qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. La grève des urnes pourrait bien se combiner avec la lutte quotidienne des travailleurs.



Manifestation de la Coordination de la Santé.

Afin d'éviter tout échec, comme celui de notre solidarité ratée vis-à-vis des travailleurs corses, mais pour réussir des actions comme celle du 1^{er} mai 1988, les travailleurs ont besoin de construire par eux-mêmes un syndicalisme révolutionnaire qui non seulement agit pour des revendications immédiates, mais avance les éléments de prise de conscience de la nécessité d'un changement de société. Qu'ils soient dans les centrales syndicales réformistes ou qu'ils choisissent la CNT, le CRC, le SUD ou le SDB, l'avenir est ouvert à de nouvelles pratiques syndicales.

Elisabeth, Hélène
(Gr. Pierre-Besnard)
et Gérard (Gr. Sabaté)

(1) Ce rapport prévoit une restructuration des PTT, un éclatement des statuts des personnels et une inégalité des usagers devant les services proposés.

Communiqué

A la suite des journées des 3 et 4 juin derniers « Pour une alternative libertaire », un certain nombre de contributions ont été demandées à différents intervenants, celles-ci devant paraître dans le présent numéro.

Malheureusement, les textes reçus sont pour la plupart beaucoup trop longs. Il est techniquement difficile à l'équipe du *Monde libertaire* de les publier en l'état pour le numéro d'été. C'est pourquoi nous vous donnons rendez-vous à la rentrée une fois les articles raccourcis par leurs auteurs.

Les relations extérieures

UNE ANNÉE DE LUTTES L'année sociale

L'AUTOMNE 1988 aura été chaud. Les premiers mois de l'année 1989 auront révélé un profond malaise dans le salariat. C'est surtout la fonction publique qui se sera faite entendre, même si certaines entreprises du privé ont marqué également de leur lutte cette année de bicentenaire. A chaque fois, les mêmes revendications reviennent : salaires, emplois, conditions de travail, qualifications, statuts.

Souvent catégorielles et limitées à un secteur, ces grèves auront été l'occasion de retrouver des formes d'organisations originales : coordinations, comités de grève, « assemblées générales souveraines ».

Infirmières, instituteurs, nettoyeurs du métro, postiers... Ils et elles ont été régulièrement à la une des médias et, bien sûr, du *Monde libertaire*. Voici, en bref, l'année sociale des luttes au travers des articles parus dans le *Monde libertaire* (ce n'est pas exhaustif !).

La rentrée de septembre.

La rentrée de septembre aura été celle de la création du RMI ! Le 29 septembre, la Fédération anarchiste dénonçait ce « Revenu minimum d'insertion ». Elle refusait ainsi « la gestion économique et sociale de la précarité en multipliant les revenus de misère... »

L'automne.

Ce fut celui des infirmières et des personnels de Santé. Dix mille personnes, le 13 octobre, se sont rassemblées à la Bastille... Le 24, les syndicats réformistes (CFDT-FO-CFTC) signaient les accords Evin dénoncés par l'ensemble des grévistes. Le 30 novembre, la CFDT vidait ses « moutons noirs » de la Santé...

En novembre, également, et un peu avant le 30, les postes se lancent dans la grève. Centres de tri et « périls jaunes » sont bloqués. Ça ne plaît toujours pas aux réformistes. A la fin du mois, la CFDT exclut aussi ces « moutons noirs » des PTT... Le SUD est né ! Décembre, c'est le tour des ouvriers mécaniciens de la RATP à jouer du ticket-grève. Six semaines de conflit, l'armée intervient ! Elle joue au bus !

Hiver 1989.

Les instituteurs se réveillent. Le plan Jospin-Rocard y est pour beaucoup. D'ailleurs, dès septembre, ça n'allait pas : « Il n'est pas dit que les travailleurs et les usagers de l'école acceptent de jouer les pigeons dans un numéro délibérément truqué », écrit Philippe Boursier dans le *Monde libertaire* du 29 septembre. Chaque catégorie, instituteurs, profs, LEP, se coordonne, les syndicats n'aiment toujours pas. Ils réussissent néanmoins à faire avaler les projets gouvernementaux. Mais rien n'est réglé en septembre 1989 !

Le privé se fait entendre. Dans le Livre rien ne va plus. « Pour préparer l'Europe sociale de demain, les princes qui nous gouvernent et leurs alliés mettent en place des structures qui visent, outre la rentabilité, la suppression totale des travailleurs du Livre », confirme Sitting Bull lors des grèves NMPP (1).

En février, les nettoyeurs du métro de la COMATEC, eux aussi, se lancent dans la grève. Le métro n'est plus nettoyé ! « Salaires ridicules, injures racistes... » « La COMATEC est un négrier qui emploie les méthodes du XIX^e siècle », écrit-on dans le *Monde libertaire*. La CNT et la CFDT agissent. Les nettoyeurs gagnent. C'est la « victoire », 650 F d'augmentation. La direction de la COMATEC tentera, fin avril, de remettre en cause cette victoire. Elle tentera un procès à la CNT...

Au printemps.

La grève fleurit dans les îles. En Corse, c'est la grève générale. Le



Coordination infirmière, manifestation du 21 octobre 1988.



Parents déversant des changes complets pour exiger l'ouverture de négociations.

Monde libertaire pose clairement les problèmes : « La Corse est une véritable colonie où l'illusion de la citoyenneté française a permis à la situation de perdurer » (Fred Antoni, le 6 avril).

Plusieurs semaines de grève. Rocard cédera peu : quelques primes !

Fin mai, les crèches se rebiffent. A Paris, les auxiliaires de puériculture et les éducatrices en ont ras le bol ! Elles réclament à Chirac de meilleures salaires et conditions de travail.

Le 19 juin, grève reconductible ! Chirac ne fera plus d'enfant !

L'été.

L'été est chaud, la Météorologie nationale, en juin, est en grève. Il y a de l'orage dans l'air ! A la fin du mois les NMPP remettent ça. Pen-

dant deux jours, mardi 27 et mercredi 28, nous sommes privés de quotidiens. Dans les Finances, là aussi, ça chauffe. La direction générale des Impôts, les recettes sont bloquées. Tant mieux pour nos amendes...

L'été s'affirme sous le soleil des luttes. Sous la plage, la grève ! C'est bien, la rentrée s'annonce rude... Septembre ne sera pas « le mois le plus tendre » !

Alain TERNATIONALE

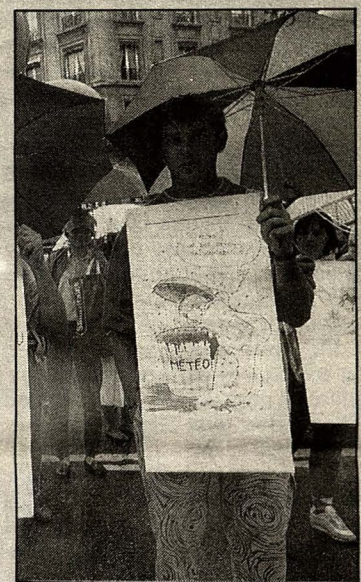
(1) Nouvelles messageries de la presse parisienne, elles sont chargées de diffuser journaux et magazines.

(1) Parution aux Editions du *Monde libertaire* durant l'été, suivi à la rentrée d'un ouvrage collectif inédit : Les anarchistes et 89.

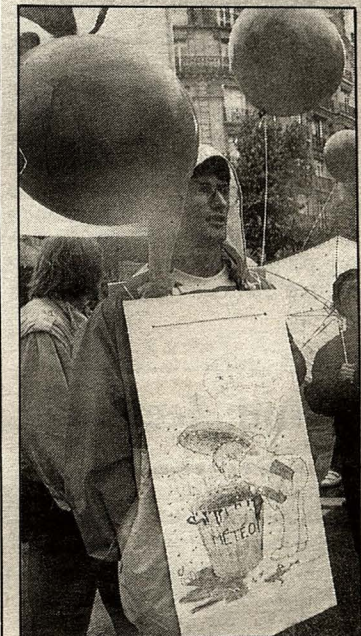
Un été pourri

Les cumulonimbus accumulés depuis l'automne 1988 ont éclaté par deux fois, en février 1989, puis début juin.

La France météorologique a été perturbée par le lock out de la direction, fin juin, puis par des petits nuages s'échappant des cars de CRS chargés de dégager les sites parisiens et régionaux occupés. La PAF (police de l'air et des frontières) se chargeant des sites aéroportuaires. Tous les personnels nécessaires au redémarrage des points clefs — bloqués depuis le 7 juin — ont reçu des notifications les privant du droit de grève. Pour que cette réquisition soit valable, elle doit être adressée en main propre au notifié : cette faille a fait prendre des « vacances » imprévues à beaucoup, mais courtes au vu des pressions de l'encadrement.



Les ordinateurs refunctionalisent, les prévisions sont de nouveau élaborées : la première étant que le travail reprendra peu à peu pendant l'été, avec des barouds d'honneur et dans l'indifférence des météo pour leur boulot.



Or, la Météorologie nationale ne tenait bien souvent que par le dévouement de son personnel, faute d'effectifs et de crédits. Le mépris affiché des autorités de tutelle refusant de négocier a provoqué son exaspération. Un exemple étant l'occupation du ministère 29 juin. restera-t-il pour autant assez d'énergie pour que l'automne soit chaud, très chaud ? Le temps nous le dira !

D. PRESSION

1789
1989COMMÉMORATION DU BICENTENAIRE
La Révolution française et nous

Rien de tel aujourd'hui pour une commémoration placée sous le signe du consensus le plus large, à droite comme à gauche, autour d'une tradition révolutionnaire réduite à son plus petit dénominateur commun : celle des immortels principes de 1789 et de la République.

Ce consensus, cependant, est plus apparent que réel face à un héritage révolutionnaire qui demeure encombrant et ne peut se maintenir qu'à condition d'opérer tout un savant travail de « polissage » des « excès » ou des « dérapages » des événements passés. Mais, surtout, ce consensus de façade cache une volonté précise de la part des hommes de l'establishment politique dominant de circonscrire la portée de la Révolution française au seul domaine politico-institutionnel, pour pouvoir mieux évacuer des problématiques et des enjeux demeurés vivaces et d'actualité.

Les enjeux du bicentenaire

En décrétant, comme on a pu le dire, que la Révolution « était finie », on poursuit un double objectif :

- contourner la contradiction majeure pour tout parti de « l'ordre » obligé d'exalter un acte de « désordre ». Commémorer une révolution est, en effet, toujours un exercice périlleux pour les maîtres du jour, dans la mesure où ils sont tenus de rappeler que la légitimité de leur pouvoir actuel est le fruit d'une usurpation passée. Et que, l'origine de toute institution politique étant humaine et non pas providentielle, elle peut de ce fait être remise en cause à tout moment ;
- présenter les institutions actuelles comme l'aboutissement logique et indépassable des principes révolutionnaires. C'est-à-dire préserver le présent en exorcisant tout changement à venir ; ou, si l'on préfère, tâcher de nous convaincre que le peuple n'a plus ni de possibilités ni de raisons de descendre dans la rue. Le bicentenaire venant signer l'acte de décès officiel de « l'ère des révolutions » tout court, déclarée finie à jamais...

Le vrai enjeu de cette commémoration, vu du côté des forces de conservation de la société, apparaît ainsi un et un seul, ou plus exactement de l'idée de révolution qui lui est consubstantielle.

En fait, les préoccupations des potentats actuels ne sont en rien différentes des tentatives menées par les autres partisans du « juste milieu » du passé, dont la préoccupation essentielle, une fois l'élan révolutionnaire donné, a été d'en contenir la progression ou bien d'y mettre fin.

La préoccupation étant toujours la même : celle de rétablir l'ordre ! Voilà l'idée centrale qui animait les bons bourgeois dès le lendemain de la prise de la Bastille, et voilà celle qui anime leurs dignes descendants. A la limite, nous pourrions dire que ce qui gêne dans la commémoration de la Révolution française est la Révolution elle-même dont, déjà en 1789, les assis de l'époque s'en seraient bien passés... Et ceux d'aujourd'hui ne sont pas sans regretter que la Révolution de 1789 ne se soit pas arrêtée avec la simple abrogation « de principe » des droits féodaux, la nuit du 4 août, et la création d'une monarchie constitutionnelle... à l'anglaise !

« La révolution est finie »

Il n'y a rien de surprenant, donc, si aujourd'hui, après La Fayette, Guizot, Thiers ou... Gambetta, on vient nous dire une fois de plus que la « révolution est finie ».

Ce bicentenaire aura donc été celui des républicains honteux, et du consensus mou. Certes, ils ne manquent pas, les hommes de gauche, qui s'inquiètent de ce qui leur paraît une reddition de l'héritage révolutionnaire, et qui continuent de se réclamer d'une tradition républicaine de gauche progressiste et laïque.

Le cas le plus symptomatique est sans doute celui de Régis Debray qui, face à une gauche sans idées et sans programme, se découvre une âme de farouche défenseur de la mystique républicaine. Son républicanisme toutefois ne va guère au-delà d'une énième réédition de la conception de la Révolution comme un bloc, conception si chère à Clemenceau. Et c'est d'ailleurs tout d'abord en tant que radical-socialiste que l'ex-cheguevariste se place sous la triple autorité de Condorcet, Robespierre et... Mitterrand ! Son idéal : les bataillons scolaires des débuts de la III^e République, la défense de la nation et du patriotisme... de gauche bien sûr (cf. *Que vive la République !*).

On peut cependant se demander quel contenu progressiste on peut continuer à attacher, encore aujourd'hui, à ce républicanisme dont Vallès déjà se moque sous le Second Empire, et qui fait écrire à un Lefrançais, au lendemain de la Commune : « Depuis un siècle bientôt le parti républicain, qui n'a fort heureusement rien de commun ni avec la République ni avec la révolution, a certes suffisamment fait preuve de bassesse et d'avidité ; ses trahisons politiques et ses filouteries financières n'ont rien à envier aux ignominies qui caractérisent le parti bonapartiste son frère cadet, presque son jumeau ».

De ce point de vue, pas de doute possible. Le changement de régime et le triomphe durable de la République en France n'a guère fondamentalement changé la situation des masses ouvrières ni tenu ses promesses. Faut-il rappeler que, pour Gambetta, la question sociale n'existait pas ? Pire, les républicains au pouvoir se sont montrés les féroces défenseurs de la propriété et de la bourgeoisie, n'hésitant pas à faire « tirer sur le peuple » chaque fois que celles-ci étaient menacées.

Si la République de Debray est pour nous un cadavre, il existe cependant toute une partie de l'héritage révolutionnaire qui demeure vivant et qui nous interpelle directement.

Tout d'abord, il convient de souligner que les libertaires n'ont jamais été indifférents à la forme du régime en place. Si, en effet, la République opportuniste se trouve, dès les années 1870, stigmatisée comme il se doit, le divorce grandissant entre travailleurs et République ne se traduira jamais par des velléités de retour en arrière, ou bien par de la complaisance vis-à-vis de l'Ancien Régime, comme feindront de le croire les royalistes au début du siècle. L'attachement à la République de la part des anarchistes ne

fit jamais défaut, et les compagnons se retrouvèrent tout naturellement en première ligne lorsque les institutions républicaines furent menacées lors de l'affaire Boulanger ou Dreyfus.

Les anarchistes et les institutions républicaines

Ce que les libertaires rejettent, ce n'est pas, répétons-le, les principes de 1789 en tant que tels, mais bien plutôt ses expressions jacobines et gouvernementales. Ce n'est pas la République en tant que telle, mais son utilisation par la bourgeoisie et son détournement au profit des classes possédantes. Si les compagnons, par exemple tout au long de la III^e République, s'en prennent aux institutions républicaines ce n'est pas le principe républicain qui est rendu responsable des misères du peuple, mais la bourgeoisie qui a su l'utiliser à son profit. Et, à l'image de la République marâtre, celle voulue et mise en place par les bourgeois, les libertaires opposeront parfois celle de la véritable République, mère de liberté : la République sociale, celle du travail enfin affranchie du joug du capital.

Sans tomber pour autant dans le travers consistant à lire les événements du passé avec les yeux du présent, il est fort aisé de retrouver au sein de la Révolution française maintes expressions d'une tradition insurrectionnelle et populaire distincte de celle de la bourgeoisie, et dont les libertaires n'ont cessé de se réclamer. Tradition que l'on pourrait appeler, en paraphrasant Proudhon, tradition « sans-culotte ». Chez le « Père de l'anarchisme », en tout cas, les références à la Révolution française sont constantes et décisives pour comprendre sa manière d'envisager l'évolution sociale. « Je suis donc sans-culotte. Il y a longtemps que cherchant ma tradition dans l'histoire, je m'en suis aperçu, mais devant notre démocratie jacobine, je n'osais pas m'en vanter », avouera-t-il un jour avec sa verve habituelle.

Que cela plaise ou non, la Révolution française a bien marqué l'entrée des masses dans l'histoire. Pour la première fois, d'une manière consciente et intentionnée, des hommes et des femmes savaient que par leur action ils pouvaient maîtriser leur destin.

Toute l'histoire de ces années fiévreuses est placée sous le signe de l'action populaire et spontanée, surtout des masses paysannes, obligeant par leur action directe responsables et gouvernants à aller toujours plus loin.

Kropotkine, dans son maître livre *La Grande Révolution*, a admirablement montré les paysans à l'œuvre, poussant par leurs interventions les nobles et les bourgeois à reconnaître la fin des privilèges. Dans ce sens, la Révolution française se trouve à l'origine non seulement de la démocratie représentative, mais aussi de la pratique de l'action directe ! Cette tradition, d'ailleurs, n'a cessé d'inspirer les anarchistes, montrant aux générations suivantes l'exemple à suivre.

Comme pouvait le rappeler un journal libertaire en 1888 au titre explicite de *Ça ira* : « Nos pères de 1789 disaient : ça ira, et ça allait (...) nous relevons ce cri de guerre mais, instruits par l'expérience, nous n'attaquerons plus les hommes pour les remplacer par d'autres agissant de même ».

Ce qui nous tient à cœur, ce ne sont certes pas les manifestations bourgeoises ou jacobines de l'épopée révolutionnaire, mais celles du peuple prenant pour la première fois directement en main ses affaires pour s'affranchir des privilèges et pour revendiquer la liberté et l'égalité pour tous. Et c'est cette tradition révolutionnaire « autre » restée inachevée que nous pouvons reprendre tout d'abord à notre compte.

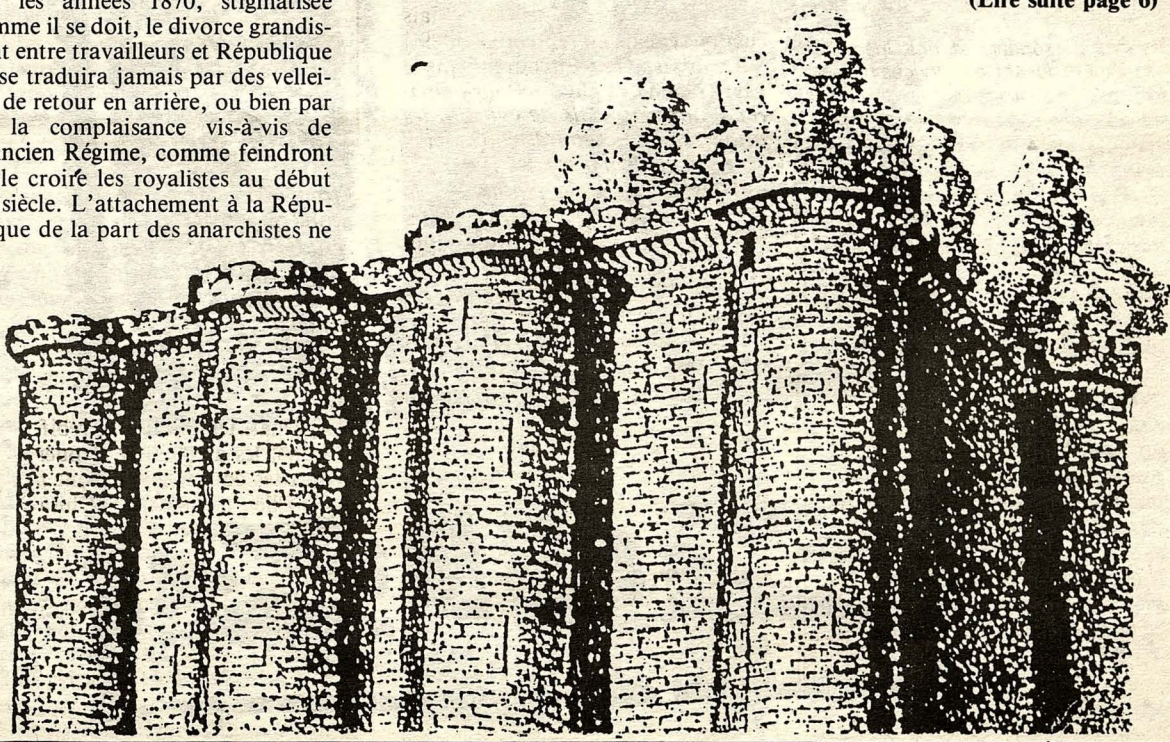
Mais, surtout, la Révolution française a ouvert des perspectives nouvelles à l'action des hommes ; perspectives qui sont loin d'être épuisées et — dans certains cas — qui demeurent à peine ébauchées.

L'autorité est sur Terre

Les ruptures majeures introduites par cet épisode, nous paraissent en effet incarner encore aujourd'hui un certain nombre d'enjeux décisifs, à commencer par le processus de laïcisation de la société.

Rappelons que, sur le plan politique, la fin de l'Ancien Régime coïncide avec la disparition de la monarchie de droit divin. En coupant la tête du roi, les « patriotes » n'ont pas fait que remplacer un gouvernement par un autre, mais ont remis en cause la nature des institutions politiques qui les avaient régis jusqu'alors ; c'est-à-dire le remplacement du principe absolutiste par une conception contractuelle de l'organisation de la cité et des rapports régissant la vie de l'homme en société. Avec la Révolution française, nous assistons donc à un déplacement de l'autorité du ciel sur la Terre. En affirmant le droit des citoyens de choisir leurs propres institutions. Et c'est ce droit, de se donner une Constitution, de ne reconnaître

(Lire suite page 6)



O N avait annoncé une commémoration « froide » autour d'un événement dont le décès avait été établi ; à première vue les faits semblent pour l'instant corroborer ce constat.

Contrairement au premier centenaire, aucun enjeu majeur ne semble se dégager. En 1889, pour l'équipe opportuniste fraîchement installée au pouvoir, il s'agissait de profiter de cette occasion pour affirmer la légitimité du régime républicain, après le difficile enlèvement des nouvelles institutions, face aux forces de la réaction monarchistes restées vivaces.

COMMÉMORATION DU BICENTENAIRE

La Révolution française

(Suite de la page 5)

d'autre autorité extérieure et supérieure à celle que l'on aura librement consentie, qui scandalisa tant les contre-révolutionnaires de l'époque et qui continue encore de faire frémir bien des adorateurs des principes de 1789, s'ingéniant autant que possible d'en amoindrir leur portée pratique.

Cette négation de l'autorité divine s'accompagne aussi de l'affirmation d'un autre grand principe : celui de l'égalité, dont les conséquences vont bien au-delà du simple caractère formel ou juridique dont on a voulu le revêtir. La revendication de l'égalité apparaît à cet égard comme étant quelque chose de proprement subversif mais, aussi, le corollaire incontournable de toute société démocratique véritable.

Et pourtant, aucune des questions majeures introduites par l'adoption des droits de l'homme n'a eu, à ce jour, de réponses entièrement satisfaisantes, à commencer par le contenu ou bien l'étendue qu'il faut donner aux principes de liberté et d'égalité eux-mêmes. Liberté et égalité, certes, mais jusqu'où ? Liberté pour tous et dans tous les cas, y compris pour les ennemis de la liberté et de la révolution ? Par ailleurs, quelle portée

réelle peut avoir la reconnaissance du principe d'égalité juridique si celui-ci laisse les hommes démunis devant le besoin ? Peut-on sérieusement parler d'égalité naturelle si on ne se donne pas les moyens de réaliser l'égalité sociale ?

Principes et réalités

En ce qui concerne l'organisation de la cité, aussi, les principes de 1789 ont créé plus de questions qu'ils n'ont apporté de réponses. L'adoption d'une conception contractuelle de la vie sociale, en effet, n'implique nullement la forme précise que les institutions politiques doivent assumer. Une fois admis le principe que la souveraineté populaire soit déléguée, confiée, aux mains de quelques-uns sans dénaturer les postulats de départ ? Peut-on laisser les mandats sans contrôle direct de la part des mandataires ? Ici aussi, nous pouvons dire que les quelques réponses demeurent incomplètes. Force est de constater que, sur bien des points, les réalisations concrètes des principes révolutionnaires demeurent bien au-dessus de leurs prémices.

Tout le monde sait que l'égalité entière des droits politiques eux-mêmes n'a pu aboutir qu'au prix de multiples efforts et qu'elle demeure encore incomplète aujourd'hui pour

la population immigrée. Quant au principe de la laïcité, il est constamment menacé par toutes sortes de cléricismes, anciens et nouveaux.

Vu sous cet angle, nous pouvons dire que non seulement la révolution n'est pas achevée, mais que ses réalisations demeurent au-dessous de bien des affirmations de principe. La lutte pour leur accomplissement est plus que nécessaire. Pour nous, donc, le premier des héritages de la Révolution française demeure cette promesse de changement radical que renferment ses principes.

La Révolution française ne doit pas être envisagée comme un simple prétexte pour l'action révolutionnaire, épisode ouvrant l'ère des révolutions modernes ; son héritage se présente, encore aujourd'hui, intact et riche de potentialités inachevées et d'évolutions possibles. En ce sens, nous pensons qu'il est possible de dire avec Proudhon que : « *Du jour où nos pères firent devant Dieu et devant les hommes la déclaration de leurs droits, posèrent en principe le libre exercice des facultés de l'homme et du citoyen, ce jour-là, l'autorité fut niée dans le ciel et sur la Terre, et, le gouvernement, même par voie de délégation, rendu impossible* ». Et c'est cet héritage que nous faisons nôtre.

Gr. « Pensée et action »

PROUDHON

La souveraineté

« Anarchie ou césarisme », tel était le dilemme que Proudhon posait dans un de ses livres les plus controversés : *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*. Déclin des forces républicaines tombées en « constitutivisme ». Depuis, si le régime républicain et démocratique semble s'être durablement enraciné en France, il reste par sa nature un principe inachevé et instable qui ne peut trouver son accomplissement véritable que dans l'anarchie, c'est-à-dire la suppression même de tout organisme gouvernemental au profit des forces sociales librement fédérées.

G. M.

Lorsque Jurieu, appliquant au temporel le principe que Luther avait invoqué pour le spirituel, eut opposé au gouvernement de droit divin la souveraineté du peuple et transporté la démocratie de l'Eglise dans l'Etat, quelle conséquence durent tirer de cette nouveauté les publicistes qui se chargèrent de la répandre ?

Qu'aux formes du gouvernement monarchique il fallait substituer les formes d'un autre gouvernement qu'on supposait en tout l'opposé du premier et qu'on appelait, par anticipation, gouvernement républicain.

Telle fut, en effet, l'idée de Rousseau, de la Convention et de tous ceux qui, après la mort de Louis XVI, par conviction ou par nécessité, s'attachèrent à la République. Après avoir démolì, il fallait édifier, pensait-on. Quelle société pourrait subsister sans gouvernement ? Et si le gouvernement est indispensable, comment se passer de constitution ?

Et bien ! Ici encore l'histoire prouve, et la logique est d'accord avec l'histoire, que ces réformateurs politiques se trompaient. Il n'y a pas deux sortes de gouvernements, il n'y en a qu'une : c'est le gouvernement monarchique héréditaire, plus ou moins hiérarchisé, concentré, équilibré, suivant la loi de propriété d'une part et de la division du travail de l'autre. Ce qu'on appelle ici aristocratie, là démocratie ou république, n'est qu'une monarchie sans monarque ; de même l'Eglise d'Augsbourg, l'Eglise de Genève, l'Eglise anglicane, etc., sont des papautés sans papes, de même que la philosophie de M. Cousin est un absolutisme sans absolu. Or, la forme du gouvernement royal une fois entamée par le contrôle démocratique, que la dynastie soit conservée comme en Angleterre ou supprimée comme aux Etats-Unis, peu importe ; il est nécessaire que, de dégradation en dégradation, cette forme périsse tout entière, sans que le vide qu'elle laisse après elle puisse être jamais comblé. En fait de gouvernement, après la royauté, il n'y a rien.

Assurément, le passage ne peut s'effectuer en un jour ; l'esprit humain ne s'élance pas d'un seul bond du *Quelque chose* au *Rien* ; et la raison publique est encore si faible ! Mais ce qui importe est de savoir où nous allons, et quel principe nous mène. Que les Feuillants, les Constitutionnels, les Jacobins, les Girondins, que la Plaine et la Montagne se réconcilient donc ; que le *National* et la *Réforme* (1) se donnent la main, ils sont tous également anarchistes : la souveraineté du peuple ne signifie que cela. Dans une démocratie, il n'y a lieu, en dernière analyse, ni à constitution ni à gouvernement. La politique, dont on a écrit tant de volumes et qui fait la spécialité de tant de profonds génies, la politique se réduit à un simple contrat de garantie mutuelle, de citoyen à citoyen, de commune à commune, de province à province, de peuple à peuple, variable dans ses articles suivant la matière, et révocable *ad libitum*, à l'infini...

Une philosophie ou théorie *a priori* de l'Univers, de l'Homme et de Dieu, après Bacon ; une théolo-

gie, après Luther ; un gouvernement, après qu'on a posé en principe la souveraineté du peuple : triple contradiction. (...)

Que faudra-t-il donc vous dire, race moutonnaire, pour vous prouver qu'un rapport, une idée ne se *représentent* point, comme il vous plaît de l'entendre ; que la liberté, à plus forte raison, ne se représente pas non plus ; que la représenter, c'est la détruire ; et que du jour où nos pères firent, devant Dieu et devant les hommes, la *Déclaration de leurs droits*, posèrent en principe le libre exercice des facultés de l'homme et du citoyen, ce jour-là, l'autorité fut niée dans le ciel et sur la terre, et le gouvernement, même par voie de délégation, rendu impossible ?



P.-J. Proudhon.

Revenez, si vous le voulez, aux mœurs féodales, à la foi théocratique, ou à la piété de César ; retrogradez de dix, de vingt, de quarante siècles, mais ne parlez plus de libertés représentées, de droits et d'intérêts, dans leur collectivité et leur rapport, ne se représentent point, et que le représentant d'une nation, de même que le représentant d'une famille, d'une propriété, d'une industrie, ne peut en être que le chef et le maître. La représentation des intérêts, c'est la reconstruction de l'autorité !

(1) Le *National*, fondé le 3 janvier 1830, fut, pendant le règne de Louis-Philippe, le journal de la bourgeoisie républicaine.

4 AOUT 1989 ABOLISSONS LES PRIVILEGES



RÉVOLUTION FRANÇAISE

Claire Lacombe, une citoyenne révolutionnaire

D'UNE façon générale, la Révolution française n'a rien changé à la condition des femmes. L'événement s'est clôt par le code Napoléon, qui les consacra en « propriété » du mari (dixit l'em,ereur). Par la suite, les mouvements républicains ont été bien hypocrites de critiquer l'emprise de la religion sur la population féminine tout en lui ayant refusé son émancipation en 1789. Après

LE MARIAGE DE MADAME DE STAËL



Madame de Staël.

quelques débats, les notables décidèrent l'exclusion des femmes et des pauvres de la République. Par la suite, cette attitude ne fut pas remise en cause par les régimes successifs de la Révolution.

Des revendications sociales et féministes

L'histoire officielle glorifie quelques « salonnardes », égéries de philosophes comme Mme Roland ou de Staël, qui n'ont jamais eu faim ni compris le peuple. On leur adjoint quelques demi-mondaines, compagnes des spéculateurs sous Thermidor, et c'est à peu près tout. De leur côté, les mouvements féministes font l'éloge de quelques « héroïnes » qui ont réclamé l'émancipation des femmes en 1789 : Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Etta Palm... Mais l'abondante littérature qui retrace leur combat ne doit pas faire oublier qu'un féminisme qui se limite aux droits civiques, qui ignore les luttes populaires, n'a pas un grand intérêt. Au cours de la Révolution, il n'y eut qu'une tentative véritable de lier revendications sociales et féminisme : le Club des citoyennes révolutionnaires.



Olympe de Gouges.

A son origine, on trouve deux militantes très actives. Claire Lacombe est une actrice provinciale. Montée à Paris, elle se distingue lors de la prise des Tuileries en combattant à la pique. L'autre militante vient de l'artisanat, la chocolatière Pauline Léon, qui a participé à toutes les grandes journées révolutionnaires, de la Bastille au 10 Août. Nous sommes moins informés sur les autres femmes qui composeront ce club. Des historiens ont repris l'affirmation de Michelet, selon laquelle les membres du club étaient des ouvrières. En fait, la plupart des militantes semblent proches du petit artisanat fragilisé

par la crise, comme chez les partisans de l'Enragé Jacques Roux. Cela n'empêchait pas évidemment d'entraîner les salariées dans leur combat. Elles peuvent compter sur un noyau actif d'une centaine de personnes. Le club est créé le 10 mai 1793, son intitulé exact étant Société des femmes républicaines révolutionnaires. Elles obtiennent une salle grâce aux Jacobins, flattés de l'admiration qu'elles leur témoignent (cela ne durera pas !). Ce club n'était pas la première tentative en milieu populaire. A Lyon, s'était constitué en 1792 un club d'ouvrières. Mais, de par sa situation parisienne, le club de Claire Lacombe allait pouvoir intervenir dans les événements politiques.

« Des pauvresses revêtues de la livrée de la misère »

Dès le début, les militantes se singularisent en arborant, pour la plupart, le bonnet rouge et parfois le pantalon rayé des sans-culottes. Des muscadins, en visite au club, font part de leur effarement : « le bonnet rouge couvrait la tête de partie de ces femmes et en particulier de la présidente et des secrétaires. Ce spectacle grossier faillit nous faire étouffer par la crainte où nous étions de ne pas laisser éclater notre



Madame Roland.

rire ». Mais ces ricanements se transforment vite en inquiétude lorsque les citoyennes descendent dans la rue, armées de pistolets et de piques pour organiser des manifestations sauvages.

Dès le 12 mai 1793, elles demandent la taxation des riches pour nourrir les femmes de combattants aux frontières. Puis le ton se radicalise encore. Le 19 mai, leur pétition à la Convention exige l'arrestation des ministres girondins, la chasse aux accapareurs, la création d'une armée révolutionnaire de sans-culottes. Les députés prennent prétexte de leur origine populaire (« des pauvresses revêtues de la livrée de la misère ») pour insinuer qu'elles sont payées par les royalistes !

Pourtant, la contestation du régime girondin est générale. Le 24 mai, le gouvernement fait arrêter l'Enragé Varlet et Hébert, rédacteur du *Père Duchesne*, pour leurs appels à l'insurrection. Aussitôt, Claire Lacombe et ses amies manifestent derrière leur bannière, cherchant à faire marcher les passants sur la prison. Finalement, les deux prisonniers sont relâchés sous la pression populaire. Varlet organise aussitôt le comité de l'Évêché, qui aura bientôt l'aval d'une majorité de sans-culottes pour imposer leurs revendications.

Les Enragés, qui mènent les débats du comité, laissent une place aux femmes (1). Michelet le montre, non sans préjugés : « Maillard,

Fournier, Varlet, les plus violents Cordeliers rentraient dans un humble silence quand "Rose" Lacombe tenait la tribune. Elle se moquait d'eux tous, ne demandait que des piques et des poignards pour les femmes (...) pendant que les hommes coudraient à leur place ». Si Varlet et ses amis les laissaient parler, ce n'était pas par crainte mais par ouverture d'esprit, chose difficile à comprendre pour un historien du XIX^e siècle !

L'insurrection populaire est finalement transformée par les Jacobins en simple remaniement gouvernemental. Furieuses, les citoyennes dénoncent, comme Varlet, la manipulation ; elles prennent même à partie le maire de Paris.

« L'élément le plus conscientisé du peuple »

Durant l'été, les citoyennes révolutionnaires se rapprochent nettement du groupe des Enragés. Ceux-ci obtiennent une grande influence dès juillet 1793. Les hésitations des députés à prendre des mesures sociales, la volonté de Robespierre de les traduire en termes d'Etat mécontentent. Les troubles contre la vie chère s'accroissent. L'Enragé Leclerc écrit dans *L'Ami du peuple* : « Sous ce régime-ci comme sous l'autre, on respecte le vice en habit de satin ; on le pend s'il est en guenille ».

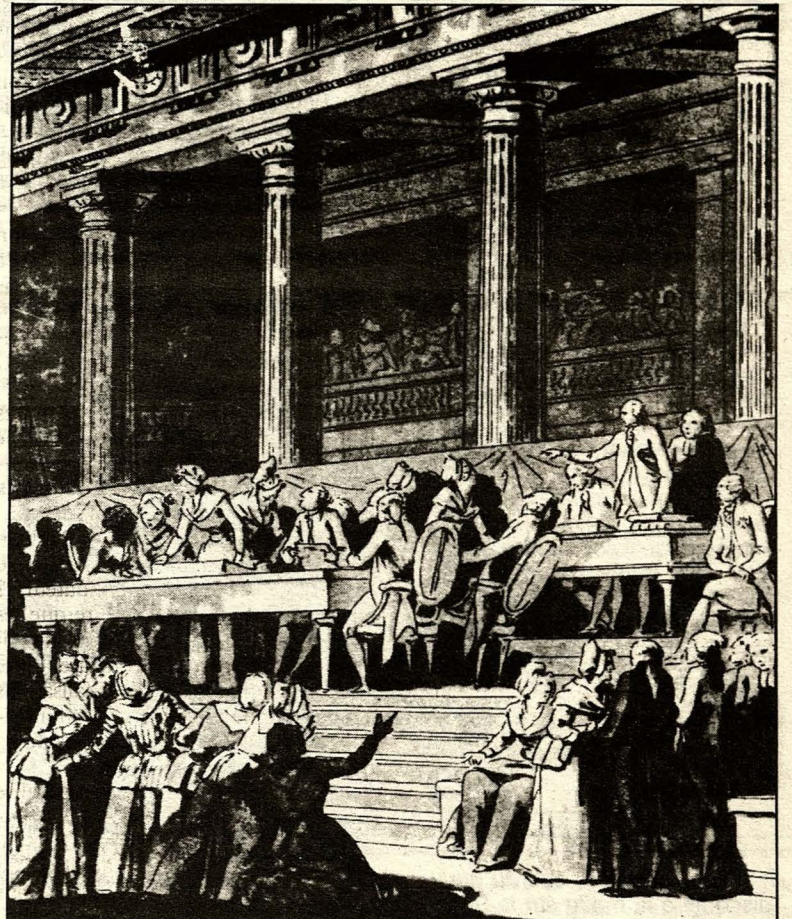
Claire Lacombe et ses amies sont au diapason. Le 29 mai, elles déclarent : « Nous voulons qu'il n'y ait pas un malheureux dans la République ». Mais, si elles veulent l'égalité politique avec les hommes, elles ne se solidarisent pas avec les femmes aristocrates qu'elles veulent surveiller, ni même des bourgeois. C'est flagrant lors de l'attaque contre Théroigne de Méricourt, celle-ci a été érigée en martyre du féminisme après qu'une agression en public l'ait rendue folle. En fait, elle était proche des Girondins et avait même conduit le cortège funèbre du notable Simoneau, tué par ses paysans (voir *Monde libertaire* n° 752 du 18 mai 1989). Parmi les agresseurs de Méricourt, il y avait des militantes du club.

Les Enragés apportent à leur tour un soutien aux citoyennes révolutionnaires. Jacques Roux (qui vit avec une ouvrière) les défend dans son journal, *Le Publiciste de la République*. Leclerc, qui est le compagnon de Pauline Léon, leur apporte un soutien sans faille dans *L'Ami du peuple*. Il écrit même qu'elles sont l'élément le plus conscientisé du peuple.

Mais ce soutien des Enragés ne va pas tarder à devenir compromettant. Le régime cherche à écraser la contestation des incontrôlés. D'autant que Leclerc, qui cautionne la violence populaire, condamne la Terreur d'Etat. Varlet pressent, dans ses interventions, la limitation du pouvoir des sections.



Maillard.



Femmes siégeant à l'Assemblée nationale parmi les députés le 8 septembre 1789.

Le 5 septembre 1793, Jacques Roux est arrêté, Leclerc doit arrêter son journal. Bientôt les menaces jacobines pleuvent sur le Club des citoyennes, dont on avait à peine toléré l'existence.

C'est tout à l'honneur de Lacombe et de ses amies d'avoir eu pour détracteurs ce qu'il y avait de plus pourri et de plus abject parmi les politiciens, des hommes comme Basire, Chabot, Desfieux (2) et des dantonistes comme Fabre d'Églan-



Théroigne de Méricourt.

tine. Ce dernier, qui faisait la morale et défendait la famille, avait abandonné la sienne pour courir les tripots ! Il déclare : « On ne s'en tiendra pas là... Vous verrez des files de femmes aller au pain comme on va à la tranchée ».

Le 16 septembre, Claire Lacombe est insultée en entrant au Club des Jacobins, elle est traitée de nouvelle Charlotte Corday sans obtenir le droit de répondre. Après une brève arrestation, elle lance cet appel prophétique : « Prends garde à toi, Robespierre, je me suis aperçue que ceux qu'on accuse d'avoir prévarié, croient éluder la dénonciation en accusant ceux qui les dénoncent d'avoir dit du mal de toi ; prends garde que ceux qui ont besoin de se faire un manteau de tes vertus ne t'entraînent avec eux dans le précipice ».

Face aux préjugés et au pouvoir

Une provocation est montée par la Commune de Paris qui soutient le pouvoir. On raconte que les citoyennes veulent imposer le bonnet rouge et la cocarde tricolore aux femmes. Puis des commerçantes des Halles sont envoyées dévaster le

club et frapper les militantes. Celles-ci ne se laissent pas intimider. Le 22 septembre, leur délégation exige la taxation des denrées à l'usage du peuple et la création d'un comité central des sections (imité de l'ancien comité de Varlet).

Les Jacobins répliquent par des menaces de mort et la calomnie. Auxquelles Lacombe répond : « Nos droits sont ceux du peuple et si l'on nous opprime, nous saurons opposer la résistance à l'oppression ». De sa prison, Jacques Roux défend cette « société incorruptible (!) des femmes révolutionnaires ». Mais, fin octobre, le club est dissout. Toute organisation des femmes est désormais interdite.

La répression frappe Claire Lacombe qui est mise en prison, de même que Pauline Léon (qui vient d'épouser Leclerc). Elles resteront enfermées jusqu'à la chute de Robespierre. On perd leur trace peu de temps après. La tentative de créer un féminisme révolutionnaire avait peu de chances de s'imposer en 1793. Le Club des citoyennes révolutionnaires aurait peut-être pu survivre sous la Terreur en se limitant au rôle d'admiratrices de Robespierre. Mais leur tentative d'autonomie leur coûta cher. Elles heurtaient à la fois les préjugés masculins et le pouvoir. C'est pourquoi leur lutte est un peu tombée dans l'oubli. Il est significatif que nous n'ayons aucun portrait des Enragés, ni de véritables biographies, faute de sources sur la plupart d'entre eux (3). Au moment où l'on publie tant d'inutilités sur le bicentenaire, un effort pour redécouvrir les militants populaires est toujours d'actualité !

YVES

(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Il n'y aura pas de déléguées au comité, car il est désigné par les sections, exclusivement masculines.

(2) Tous spéculateurs et trafiquants, Desfieux était aussi un provocateur royaliste.

(3) Sur Jacques Roux, voir M. Dommanget : Les Enragés ; les éditions Partage Noir ont sorti une étude sur Leclerc, L'Ami du peuple et en préparent une sur Varlet. Sur la branche féminine, voir M. Cerati : Le Club des citoyennes révolutionnaires, Paris, 1966.

BICENTENAIRE

Apologie de la Révolution

A l'occasion du bicentenaire de 1789, deux types de discours sur la Révolution dominent incontestablement la scène politico-médiatique et, « étrangement », nous assènent, par-delà leurs différences, un seul et même message.

Pour les tenants du conservatisme à tout crin, les nostalgiques de la royauté et les éternels apeurés de tout ce qui bouge, la Révolution, celle d'hier comme celle qui, sait-on jamais, pourrait surgir aujourd'hui ou demain, constitue purement et simplement le mal absolu. Car, non seulement elle est féroce, sanguinaire et débouche irrémédiablement sur le sous-développement économique et l'absence de liberté, mais de plus elle est rigoureusement inutile car — c'est bien connu — l'ordre du moment, qu'il soit royal ou républicain, est largement à même de faire évoluer, certes lentement, les choses vers toujours un peu plus de prospérité, de sécurité et même — mais si, mais si — de liberté.

Ce discours-là, pour bestial qu'il soit, a les qualités de ses défauts : il est clair.

Un discours clair

Tel n'est pas le cas du dernier discours à la mode sur la Révolution.

Pour le pouvoir, en effet, comme pour les cohortes bruyantes de modernistes, de décideurs, de communicateurs et de « renégats » qui s'auto-proclament en charge de la fameuse société civile, la Révolution de 1789 présente tout à la fois des bons côtés et des mauvais. A la Terreur, au chaos économique et financier, ils opposent l'éruption d'une modernité certaine (via notamment la symbolique de l'abolition des privilèges) et surtout l'apparition en force, au firmament de l'universalisme, des droits de l'homme et du citoyen, et se posent ainsi en

modérateurs dans le débat toujours aussi aiguisé sur un événement historique qu'ils qualifient tout simplement de « tragiquement nécessaire ».

Forts de cette modération qui mythifie à en perdre haleine sur les droits de l'homme et leur universalisme (ces droits non seulement ignoraient superbement le champ social en se cantonnant à la seule sphère du politique mais étaient, même dans ce domaine, passablement étriqués puisque les non-propriétaires, les femmes, les esclaves... et combien d'autres encore n'avaient nullement droit au chapitre). Ils en arrivent alors à l'essentiel de leur message, à savoir la datation historique du principe révolutionnaire.

Si en effet, nous disent-ils, la Révolution de 1789 a pu être « tragiquement nécessaire », tel n'est plus le cas aujourd'hui. Les droits de l'homme et du citoyen ayant embrassé l'universel à bouche que veux-tu ne sont-ils pas indépassables ?

Place au consensus !

De même, à l'heure du Grand Marché européen, de la mondialisation des échanges, de l'enchevêtrement international des problématiques économiques nationales... et pour tout dire de la modernité en marche, une rupture révolutionnaire, par-delà l'effondrement économique qu'elle provoquerait dans le pays où elle aurait lieu, n'aurait-elle pas fatalement une connotation réactionnaire, voire contre-révolutionnaire ? Et puis enfin, dans le contexte d'une société post-industrielle comme la nôtre, où la mobilité des choses, des idées et des hommes s'enracine dans des réseaux d'intérêts et de relations extrêmement complexes, la Révolution à la mode d'un affrontement classe contre classe ne constituerait-elle pas un

anachronisme à l'odeur forte d'archaïsme ?

Aussi, nous dit-on, la Révolution a eu son heure de gloire il y a 200 ans, force est bien aujourd'hui d'admettre qu'elle relève désormais du passé. Sa mission historique ayant été remplie, elle doit et a déjà commencé à céder la place au consensus, au partenariat, au dialogue social et à la gestion conviviale des conflits d'intérêts qui sont les nouveaux plus beaux fleurons d'une démocratie bourgeoise qualifiée d'indépassable.

Comme on le voit, qu'il s'agisse de celui du conservatisme ou de celui de la soi-disant modernité, les deux discours dominants tenus à l'occasion du bicentenaire sur le principe même de la révolution se rejoignent sur l'essentiel.

Bien évidemment cet essentiel, qui vise à légitimer la résignation au présent, est outrageusement d'essence idéologique et, comme tel, a la beauté fragile de tous les éphémères. Que le bateau commence à tanguer, et la belle unité de ton d'une chorale rassemblant les Tonton-maniacques du socialisme, les centro-centristes, les rénovateurs de la droite « civilisée », les « renégats » à la sauce Cohn-Bendit, Weber ou Joly et les fringuants décideurs modernistes, fera place à la cacophonie !

On aurait tort cependant de circonscrire le phénomène à la seule idéologie.

Le discours sur la Révolution, ou plus exactement contre la Révolution, est également le fruit d'une période historique donnée. Il remplit une fonction bien précise dans le processus de restructuration capitaliste en cours, qui se propose de mettre en œuvre, au moindre coût social et politique, une nouvelle division internationale du travail. Et si l'on en croit Alain Bihr et Jean-Pierre Garnier (1), il s'avère être celui des classes « montantes » de l'encadrement et de la petite bourgeoisie intellectuelle.



Enfin, et ce n'est pas l'aspect le plus mineur de la question, le discours contre la révolution se nourrit de l'implosion du « socialisme réel » et de l'explosion de l'édifice théorique qui le légitimait.

Cela étant, ce discours, s'il est actuellement largement dévastateur n'en traîne pas moins un boulet aux pieds : celui de la réalité.

La réalité, en effet, c'est que bien que la rupture révolutionnaire manque sérieusement de mobilité dans le contexte d'une post-industrialité dominée par l'interdépendance entre les nations et qu'elle manque encore plus de légitimité à l'heure de la déroute d'un marxisme qui s'était identifié à elle, le capitalisme continue toujours à exploiter et à opprimer le plus grand nombre. Mieux, si l'on braque le projecteur en direction

des relations Nord-Sud ou du rapport à la nature et aux conditions même de la vie, on peut dire que jamais encore il n'y a eut autant de victimes et de raisons de se révolter contre ce système. De ce point de vue, la remontée des luttes sociales de ces dernières années, comme leur dureté, ne laissent planer aucun doute à ce sujet : la lutte des classes non seulement n'est pas morte, mais elle se radicalise.

La Révolution est-elle dans l'ordre des choses ?

Alors, fort de cette production accrue des conditions de la révolte, la Révolution s'inscrit-elle fatalement dans l'ordre des choses ?

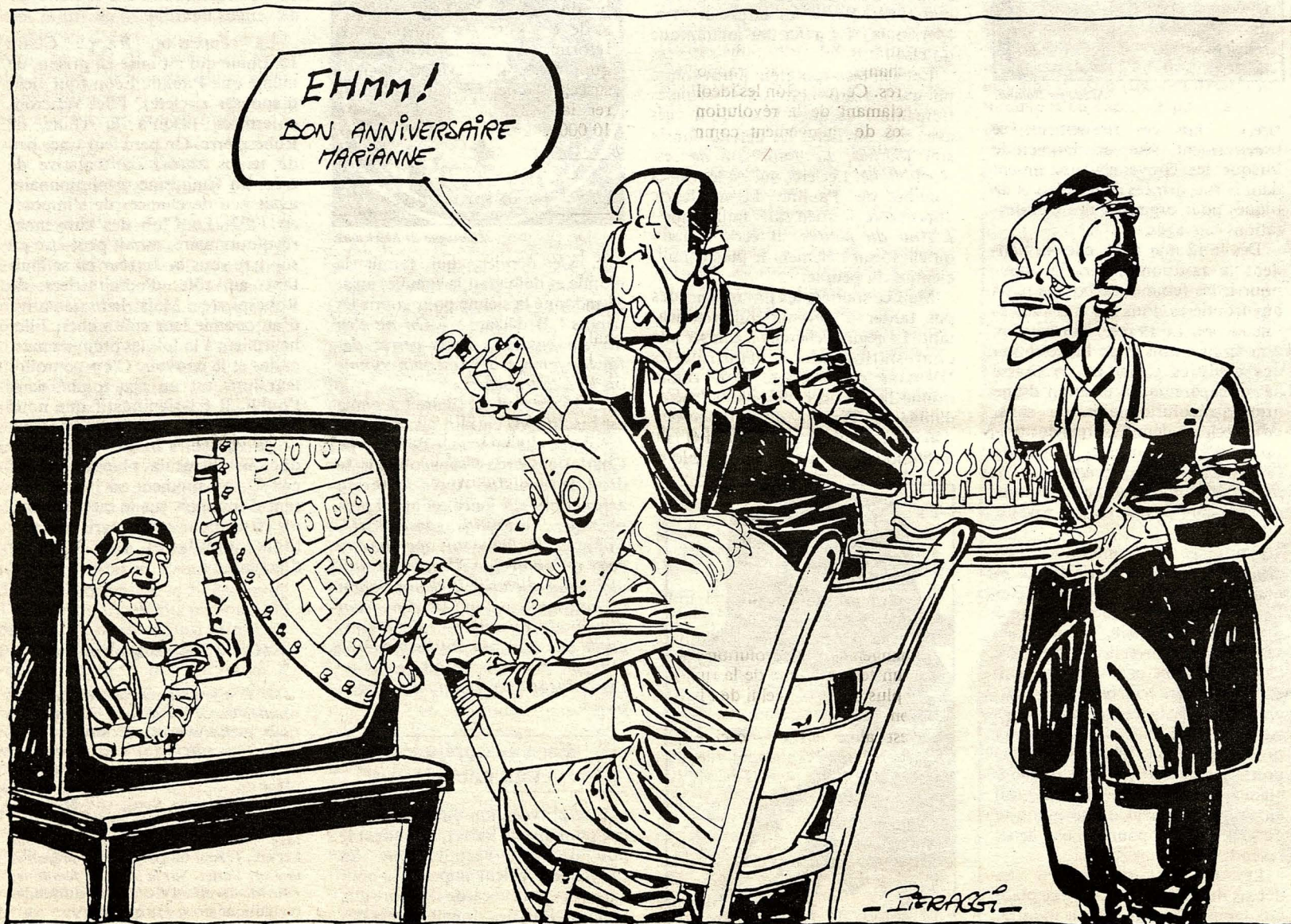
Certains le pensent et s'attachent actuellement à fourbir les quelques armes théoriques et pratiques qui leur restent encore en attendant que...

D'autres, dont je suis, estiment que non seulement la Révolution n'a rien d'une « nécessité », mais que de plus il s'agit là d'une bonne chose. L'ordre du nécessaire, en effet, permet tout et n'importe quoi, et ce qu'il importe désormais de comprendre, c'est que nombreux sont aujourd'hui ceux qui, échaudés par les différentes mésaventures du « socialisme réel », refusent d'inscrire leur révolte dans une révolution qui ne ferait pas la démonstration de sa capacité à proposer et à mettre en œuvre des solutions débouchant sur un mieux vivre et un mieux être.

Là se situe, sans aucun doute possible, l'être profond de la crise du principe même de la Révolution. Et, bien que capitalismes privés et d'Etat continuent de plus belle à exploiter et à opprimer le plus grand nombre, et que le réformisme ait abandonné sa prétention à changer les choses par étapes, pour se contenter désormais d'aménager au « moins pire » le capitalisme, il n'est pas sûr que pour faire la démonstration de leurs capacités à faire mieux que le capitalisme, les révolutionnaires et la Révolution puissent échapper à la nécessité... de leur propre Révolution !

J.-M. RAYNAUD

(1) Alain Bihr, La farce tranquille, Editions Spartacus. Dans les mêmes éditions, de J.-P. Garnier, Le capitalisme high tech.



N°759 JEUDI 6 JUILLET 1989

PIERRE KROPOTKINE

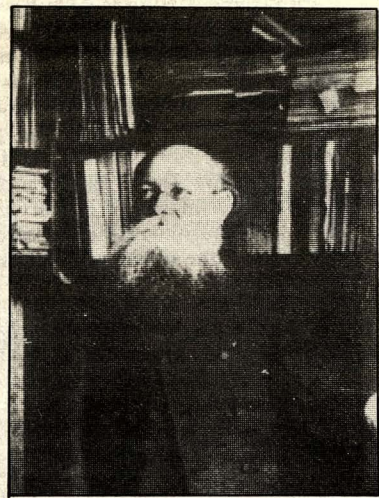
« La Grande Révolution »

La Grande Révolution paraît aux éditions Stock en 1909. Pierre Kropotkine ponctue par cet ouvrage quelque quarante années de recherches dans les archives du British Museum et de la Bibliothèque nationale. Les propos de l'anarchiste russe en exil ont l'originalité de ceux qui défrichent des terres inexplorées. Mais la pertinence de son analyse populaire de la Révolution française, si elle fut saluée en son temps par ses collègues historiens, ne semble pas aujourd'hui être dans le ton des festivités du bicentenaire !

Qu'à cela ne tienne ! Il fallait une note discordante dans l'événement médiatique de l'année : le bicentenaire de la bourgeoisie française ! L'autocélébration d'une classe politique issue de 1789, et repue d'un libéralisme capitaliste depuis deux cents ans, ne pouvait laisser sans réagir les anarchistes de cette fin du XX^e siècle.

Le premier pavé que nous lançons dans la mare consensuelle, autour des institutions étatiques républicaines et au nom des « immortels » principes de 1789, est la réédition de l'ouvrage de Kropotkine (1). Loin de l'idolâtrie démocratique, il remet quelques vérités à leur place et nous rappelle que, la bourgeoisie triomphante ayant soufflé ses deux cents bougies, la révolution sociale, elle, reste à faire...

Pour cet été 1989, en attendant la parution de l'ouvrage, nous vous proposons quelques extraits.



Pour arriver à un résultat de cette importance, pour qu'un mouvement prenne les proportions d'une révolution, comme cela arriva entre 1648 et 1688 en Angleterre et entre 1789 et 1793 en France, il ne suffit pas qu'un mouvement des idées se produise dans les classes instruites, quelle qu'en soit la profondeur ; et il ne suffit pas non plus que des émeutes se produisent au sein du peuple, quels qu'en soient le nombre et l'extension. Il faut que l'action révolutionnaire, venant du peuple, coïncide avec le mouvement de la pensée révolutionnaire, venant des classes instruites. Il faut l'union des deux.

C'est pourquoi la Révolution française, tout comme la Révolution anglaise du siècle précédent, se produisit au moment où la bourgeoisie, après avoir largement puisé aux sources de la philosophie de son temps, arriva à la conscience de ses droits, conçut un nouveau plan d'organisation politique et, forte de son savoir, âpre à la besogne, se sentit capable de se saisir du gouvernement en l'arrachant à une aristocratie de palais qui poussait le royaume à la ruine complète par son incapacité, sa légèreté, sa dissipation. Mais, à elles seules, la bourgeoisie et les classes instruites n'auraient rien fait si, à la suite de circonstances multiples, la masse des paysans ne s'était aussi ébranlée et, par une série continue d'insur-

rections qui durèrent quatre ans, n'eut donné aux mécontents des classes moyennes la possibilité de combattre le roi et la Cour, de renverser les vieilles institutions et de changer complètement le régime politique du royaume.

Cependant l'histoire de ce double mouvement reste encore à faire. L'histoire de la Grande Révolution française a été faite et refaite bien des fois, au point de vue de tant de partis différents ; mais jusqu'à présent les historiens se sont appliqués surtout à raconter l'histoire politique, l'histoire des conquêtes de la bourgeoisie sur le parti de la Cour et sur les défenseurs des institutions de la vieille monarchie. Ainsi nous connaissons très bien le réveil de la pensée qui précéda la Révolution. Nous connaissons les principes qui dominèrent la Révolution, et qui se traduisirent dans son œuvre législative ; nous nous extasions aux grandes idées qu'elle lança dans le monde et que le XIX^e siècle chercha plus tard à réaliser dans les pays civilisés. Bref, l'histoire parlementaire de la Révolution, ses guerres, sa politique et sa diplomatie ont été étudiées et racontées dans tous les détails. Mais l'histoire populaire de la Révolution reste encore à faire. Le rôle du peuple des campagnes et des villes dans ce mouvement n'a jamais été raconté ni étudié dans son entier. Des deux courants qui firent la Révolution, celui de la pensée est connu, mais l'autre courant, l'action populaire, n'a même pas été ébauché.

A nous, descendants de ceux que les contemporains appelaient les « anarchistes », d'étudier ce courant populaire, d'en relever, au moins, les traits essentiels. (...)

Une nouvelle France était née en ces quatre années de Révolution. Le paysan mangeait à sa faim, pour la première fois depuis des siècles. Il redressait son dos courbé ! Il osait parler ! (...)

Deux grandes conquêtes qui caractérisent en effet le siècle qui s'est écoulé depuis 1789-1793. L'une et l'autre ont leur origine dans la Révolution française, qui reprit pour son compte l'œuvre de la Révolution anglaise, en l'élargissant et en la vivifiant de tout le progrès accompli, depuis que la bourgeoisie anglaise avait décapité son roi et transféré le pouvoir aux mains du Parlement. Ces deux grandes conquêtes sont l'abolition du servage et l'abolition du pouvoir absolu, qui ont conféré à l'individu des libertés personnelles dont le serf et le sujet du roi n'osaient rêver, et qui ont amené, en même temps, le développement de la bourgeoisie et du régime capitaliste.

Elles représentent l'œuvre principale du XIX^e siècle, commencée en France en 1789 et se répandant lentement sur l'Europe dans le courant du siècle que nous venons de traverser. (...)

Les rivalités entre nations et les guerres qui en furent la conséquence, la politique des grandes puissances, dont on s'occupe tant, tout cela dérive d'un seul fait : l'abolition de la servitude personnelle et le développement du salariat qui l'a remplacée. (...)

Il y a filiation directe depuis les Enragés de 1793 et le Babeuf de 1795 jusqu'à l'Internationale. (...) (La Révolution française) a porté son attention principalement sur la question foncière, et, en frappant au cœur le régime féodal, elle a frappé aussi la grande propriété et lancé dans le monde l'idée de la nationalisation du sol, et de la socialisation du commerce et des principales industries.

Les éditions du Monde libertaire

LA RÉVOLUTION
La rupture...

TRADITIONNELLEMENT, on définit la révolution comme une rupture avec le système existant, ce qui l'oppose au réformisme qui, lui, ne vise qu'à l'aménager. Mais il y a rupture et rupture.

Jusqu'à présent, en effet, et ce par-delà les origines idéologiques différentes de ceux qui s'en réclament, la révolution a privilégié une certaine conception de la rupture dont il semble qu'elle cristallise aujourd'hui un fort courant de méfiance, voire même de rejet à son encontre.

Une certaine conception de la rupture

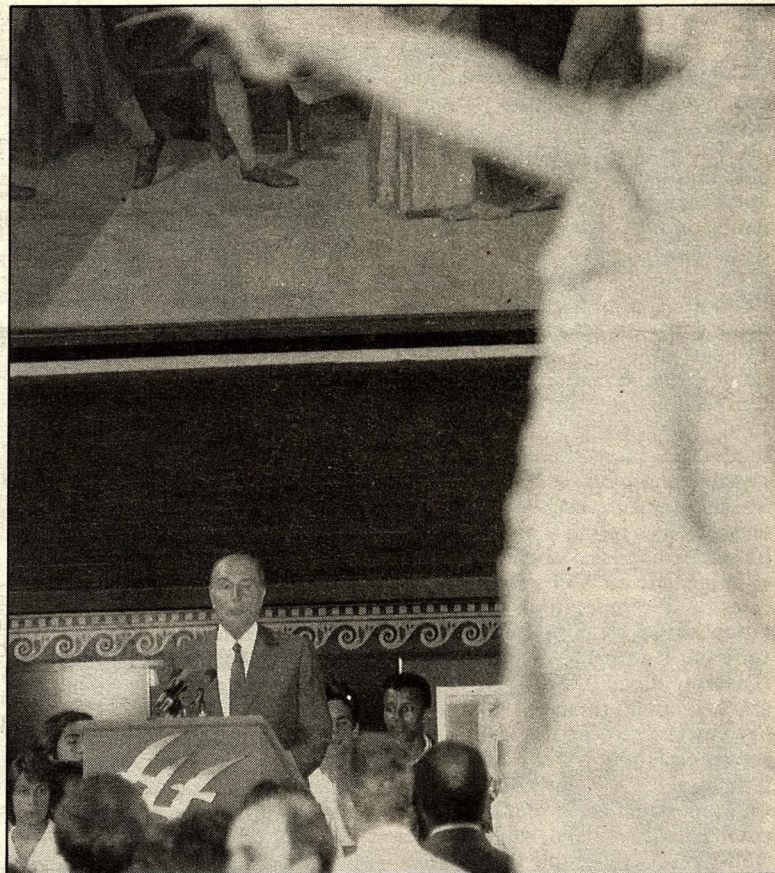
Cette conception dite du « Grand Soir » se caractérise par son négativisme, sa hiérarchisation de l'espace-temps du changement et son avant-gardisme.

C'est ainsi que la lutte révolutionnaire, avant et pendant la révolution, est presque toujours une lutte contre. Certes, de grandes idées et de grands principes servent bien d'étendards à ces luttes — et de ce point de vue tous les étendards ne se valent pas — mais, hormis au début de ce siècle en France, et surtout en Espagne, on n'a jamais vraiment poussé les choses plus avant. Au plan théorique comme au plan pratique, le terrain de l'alternative demeure largement déserté, son défrichement étant reporté à l'après-révolution. Là se situe sans doute l'explication d'une perception de la révolution comme étant avant tout négative et destructrice. Là se situe sans doute également l'explication d'une appréhension du militantisme révolutionnaire comme étant largement schizophrénique et démagogique (en sacrifiant le présent sur l'autel de l'avenir, ne cautionne-t-on pas ce présent ?). Là se situe sans doute, enfin, l'explication de la peur à l'encontre d'une révolution qui, faute de projets et de pratiques alternatives, débouche souvent sur un vide favorisant très vite l'autoritarisme.

C'est ainsi qu'avant, pendant et après la révolution, on a presque toujours privilégié certains espaces de changement par rapport à d'autres. Certes, selon les idéologies se réclamant de la révolution, ces espaces de changement comme la conception du changement qui est mise en œuvre, diffèrent. Les marxistes, c'est bien connu, ont une prédilection certaine pour une gestion autoritaire et centralisée du politique et de l'économique (utilisation monopolistique du pouvoir d'Etat, propriété étatique des moyens de production, planification centralisée, obsession de l'industrie lourde...), tandis que les anarchistes mettent l'accent sur une collectivisation libertaire et fédéraliste de la production et de la consommation, sur la libération du champ social dans son ensemble et délaissent largement la sphère du politique. Mais, par-delà ces différences, tous se rejoignent dans une approche en terme de causes et d'effets, d'infrastructures et de superstructures.

C'est ainsi également qu'en toute logique, avec sa connotation négative et sa hiérarchisation de l'espace du changement, la révolution privilégie un temps donné de la rupture — le plus court —, celui de l'insurrection.

C'est ainsi enfin — ceci expliquant vraisemblablement cela — que la révolution s'est toujours targuée et parée d'une légitimité historique, en mettant au cœur de sa cohérence l'existence d'un sujet historique central : le prolétariat. De là ses petits flirts ou ses grands amours avec un sens de l'histoire prétendument scientifique. Et de là



Anniversaire du Serment du Jeu de Paume, avec Mitterrand.

ses petits flirts ou ses grands amours avec un avant-gardisme théorique posant, de fait, le révolutionnaire et l'organisation révolutionnaire en représentants de ce sujet historique central, en « attendant » qu'il remplisse sa mission historique ou pour l'« aider » à la remplir plus vite.

Cette conception négative, hiérarchique et avant-gardiste de la révolution si elle a réussi jusqu'à il y a encore peu à mobiliser les révoltes, les énergies et les espoirs ne passe plus du tout la rampe aujourd'hui.

Les exploités et les opprimés confrontés à l'évidence de l'intolérable sévissant aux pays du « socialisme réel » sont devenus méfiants.

Aussi, le problème de cette fin de XX^e siècle n'est peut-être pas tant de mettre en lumière l'insupportable du capitalisme (privé ou d'Etat) et le dérisoire des aménagements réformistes, que de démontrer en quoi une rupture révolutionnaire est susceptible de changer et d'améliorer la situation, et ce non dans 10 000 ans.

Une légitimité révolutionnaire

De ce point de vue, qui est celui de la recherche d'une crédibilité et d'une légitimité révolutionnaire, la nécessité de redéfinir la rupture révolutionnaire s'avère incontournable.

En premier lieu, il sera sans doute fondamental de la positiver. Ce qui sous-entend d'élaborer des projets politiques, économiques et sociaux... clairs, cohérents, réalistes, crédibles... et d'investir le terrain de l'alternative en actes pour confronter ces projets au réel. Ainsi, non seulement la révolution pourra être perçue comme la lutte contre quelque chose mais, de plus, elle sera appréhendée comme une lutte pour quelque chose. Et un quelque chose précis et palpable, ce qui contribuera sûrement à restreindre le vide qui s'ensuit lors de la rupture insurrectionnelle (avec des projets et un capital expérimental, une alternative peut très vite se mettre en place) et, de ce fait, à réduire à sa plus simple expression la peur du vide qui habite tous ceux qui, aliénés et donc installés dans la logique d'un équilibre névrotique, espèrent autant qu'ils redoutent le changement. Dans le cadre de cette positivisation de la rupture, les anarchistes sont sûrement ceux qui ont le plus à proposer.

Ensuite il ne sera peut-être pas inutile d'irriguer l'ensemble des espaces et des temps du changement avec cette positivisation de la rupture révolutionnaire. S'attacher à détruire-reconstruire simultanément l'ensemble des éléments politiques, économiques, sociaux, culturels... constitutifs du capitalisme, et ce dès aujourd'hui comme pendant et après l'insurrection ne constitue-t-il pas en effet le meilleur moyen d'échapper à la logique de fer des périodes de transition ? Bien évidemment, cette stratégie unifiant l'espace-temps du changement n'exclue nullement la mise en œuvre de priorités tactiques et, ce faisant, le problème du choix entre l'utopie du tout tout de suite et la loi d'airain d'une dialectique de la résignation devrait pouvoir être relégué au magasin... des faux-problèmes. Fondamentalement, en effet, la rupture avec une réalité globale par essence et dont chaque élément qui la constitue est tout à la fois cause et effet de l'autre et du tout ne peut qu'être du ordre du processus.

Enfin, en rompant avec le négativisme et la hiérarchisation de l'espace-temps du changement, on peut penser que la rupture révolutionnaire sera enfin à même d'abandonner les oripeaux du scientisme pour les habits de lumière d'une science sociale désormais capable non plus de s'insérer dans un pseudo-sens de l'histoire, mais de donner un sens à l'histoire. Aujourd'hui comme hier, la rupture révolutionnaire n'est qu'un possible parmi d'autres, et sa mise en œuvre dépend fondamentalement du désir qu'auront de la mettre en œuvre la masse immense de tous les exploités et de tous les opprimés. Sa dimension de classe n'implique nullement qu'elle soit la chasse gardée d'un sujet historique central donné, comme le prétendent sans succès, toutes les avant-gardes auto-proclamées ou de fait du monde.

Au bout du compte, et on l'aura aisément compris, la rupture révolutionnaire doit pour pouvoir être crédible et légitime quitter l'ère de la soi-disant nécessité, où elle s'ébrouait jusqu'alors, pour celle du désir du plus grand nombre. Qui pourrait sérieusement ne pas s'en réjouir ?

J.-M. RAYNAUD

RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution et l'esclavage

L'ÉTUDE de l'esclavage en 1789 révèle des problèmes plus contemporains. Non pas que l'esclavage soit toujours d'actualité, mais les attitudes racistes et d'exclusion ont justifié la colonisation et la servitude. Il est aussi intéressant, en plein bicentenaire, de relever les contradictions de la Révolution !

On connaît bien le débat sur l'esclavage au XVIII^e siècle, notamment grâce à l'excellent livre de L. Salaa-Molins (1). A cette époque, règne encore le code noir. Cette législation, mise en place sous Louis XIV, justifiait l'esclavage. Si le siècle des Lumières réfléchit à une possible abolition de l'esclavage, il le fait avec une prudence scandaleuse, bien en retrait d'un Las Casas qui en demandait l'abolition totale et immédiate au XVI^e siècle !

A l'indifférence d'un Rousseau répondent les propositions de moratoire par les pseudo-abolitionnistes (Diderot, Raynal). Selon ces belles âmes, il faudra du temps pour abolir l'esclavage car les Noirs ne seraient pas tout à fait « adultes », il faudra les « civiliser »... Même un opposant féroce de la traite, comme l'abbé Raynal, souhaite une transition. Cet exemple montre que les préoccupations humanitaires

c'est-à-dire de dépouiller, de mutiler les colonies en y renonçant, ainsi qu'un général ravage des champs... ». La question de l'esclavage se mêle étroitement à celle des colonies, car les planteurs menacent de faire sécession. C'est pourquoi les abolitionnistes, en 1789, sont partisans du colonialisme afin d'imposer la législation en faveur des Noirs, tandis que les esclavagistes prônent la libération des Antilles au seul profit des Blancs. Quelques isolés veulent les deux : la fin des colonies et de l'esclavage, mais pour la plupart des députés, à Paris, l'important est de conserver les relations commerciales avec les îles. En effet, celles-ci fournissent la quasi-totalité du sucre consommé en métropole. Pour les Noirs, on verra plus tard...

Si la politique de l'Assemblée n'est pas tout à fait « bourgeoise » (au sens d'une classe soudée en bloc), les débats sont soumis à la pression de lobbies, notamment celui des colons. Planteurs, armateurs et raffineurs de sucre se retrouvent au Club Massiac, qui soumet les députés à une pression constante pour empêcher l'abolition de l'esclavage.

Un nouveau problème relance la polémique, celui des mulâtres.

que les Blancs, puisqu'il déclarera : « Une démarche précipitée ruinerait la France, et, en voulant rendre libres cinq cent mille Noirs, on aurait rendu esclaves vingt-cinq millions de Blancs. » La crise économique provoquée par l'abolition de la traite lui paraît une raison suffisante pour maintenir le statu quo ! Il s'attire une réponse cinglante par des « citoyens de couleur et nègres libres » qui ironisent sur une défense du genre humain limitée aux seuls Blancs. L'opinion de Cloots, partagée par la majorité des députés, était de toute façon un bien mauvais calcul.

En poussant les Noirs à bout, on allait provoquer cette faillite de l'économie coloniale tant redoutée. Déjà, l'ancien esclave de la Grenade, Ottobah Cuguano avait prévenu les Blancs dès 1788 : « Les nègres acquerront de nouvelles forces. Peut-être alors vous épouvanteront-ils. Rien ne pourra les arrêter : les mers, les montagnes (...) ne les empêcheront pas de venir jusqu'à vous : la bonhomie des Noirs deviendra une fureur indomptable, qui renversera tout... et une aveugle confiance en votre bravoure sera le dernier piège que vous tendra votre entêtement. »

Effectivement, Vincent Ogé se lasse de cette mascarade parisienne et comprend que les mulâtres n'obtiendront pas plus que les esclaves. De retour à Saint-Domingue, il organise un mouvement insurrectionnel. Dans leur guérilla contre les colons, les Noirs libres arborent, précisons-le, la cocarde tricolore ! L'insurrection est écrasée par les milices. Capturé, Ogé est roué vif en place publique. Toutefois, son sacrifice n'est pas inutile. Après les Noirs libres, les esclaves passent à leur tour à la révolte.

Boukman, le Spartacus des Antilles

Une nuit de l'été 1791, une grande cérémonie vaudou donne le signal du soulèvement mené par l'esclave Boukman. La révolte est féroce, sans pitié. De nombreuses plantations sont incendiées, les Blancs massacrés. De leur côté, les planteurs lèvent de véritables armées depuis la ville du Cap. Les colonnes massacrent impitoyablement les Noirs qu'elles rencontrent. Boukman est tué, mais la disparition du Spartacus des Antilles ne décourage pas les esclaves. Au contraire, la guerre civile est générale. Affolés, les colons ouvrent le territoire à l'ennemi, tandis que le commerce colonial s'effondre.

Il s'ensuit une situation chaotique où la France n'a plus la moindre influence dans l'île. Parmi les insurgés de 1791, émerge un jeune leader, Toussaint-Louverture. Beaucoup plus politicien et rusé qu'Ogé ou Boukman, il sait manœuvrer durant le conflit (notons que ce Noir libre possédait des esclaves en 1789). Il passe du côté des Espagnols jusqu'à ce que l'avantage revienne à la France. Devenu général « français », Toussaint impose avec ses partisans l'abolition de l'esclavage à un commissaire de la République impuissant. L'ironie veut que ce commissaire ait été Sonthonax, ancien militant de la Société des amis des Noirs, mais qui voulait un moratoire avant l'abolition ! Les esclaves le forcent ainsi à appliquer ses propres idées... Ultime dérision, Sonthonax sera ensuite renvoyé en métropole par les Noirs, qui préfèrent se gouverner eux-mêmes.

A Paris, la Convention doit entériner le fait accompli. Sur proposition de l'abbé Grégoire, un décret est promulgué le 4 février 1794. « La Convention nationale déclare

que l'esclavage des nègres dans toutes les colonies est aboli : en conséquence elle décrète que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français et jouiront des mêmes droits assurés par la Constitution ».

En fait, la Convention ne décrète rien du tout. C'est sous la contrainte qu'elle doit prendre sa décision, tout comme les droits féodaux sont abolis par les paysans en lutte. D'ailleurs, Toussaint-Louverture règne en dictateur sur son territoire, Haïti. Une révolte de Noirs qui le contestent est écrasée impitoyablement en 1799. Le travail forcé remplace l'esclavage pour relancer l'économie. L'abolition de l'esclavage est pratiquement limitée à l'ex-colonie française. A la Guadeloupe, un ancien fonctionnaire, Victor Hugues, réussit à impulser un mouvement révolutionnaire où Noirs et Blancs sont égaux, mais il ne peut reprendre la Martinique aux Anglais dont les positions restent intactes. Un mouvement anti-esclavagiste aurait dû être impulsé au début et sincèrement, si l'on voulait déstabiliser le système dans les Caraïbes. Ce ne fut pas le cas, et la réaction ne tarda pas à venir.

Napoléon rétablit l'esclavage

Après son coup d'Etat, Bonaparte décide la reconquête des Antilles afin de rétablir l'esclavage. Il envoie une expédition menée par le général Leclerc et le vicomte de Noailles. Toussaint-Louverture est vaincu en 1802. Il meurt l'année suivante en captivité en France. Le régime napoléonien rétablit le code noir, la traite et l'esclavage. Napoléon pensa un temps remplacer les Noirs des Antilles par de nouveaux ; car les premiers étaient « corrompus » par leur brève indépendance (2). Les esclaves subirent leur sort atroce jusqu'en 1848, date où la servitude est définitivement abolie, non sans résistances. Notons qu'au moment où Napoléon rétablissait l'esclavage, l'honneur était sauvé par les derniers sans-culottes. Napoléon avait fait déporter une centaine d'entre eux vers 1800, qui mourront en captivité pour la plupart.

Un survivant, Jean-Baptiste Lefranc, rapporte leur indignation devant la servitude des Noirs. « Frappés nous-mêmes par les maux du despotisme, nous étions plus sensibles au malheur... Leur sort était si semblable au nôtre... Il n'y avait que la couleur qui nous distinguât ». Durant leur détention à Mahé (océan Indien), ces militants « contaminent » des esclaves avec les idées révolutionnaires et méditent une révolte commune...



Sonthonax.

En résumé, l'attitude de la Révolution face à l'esclavage a été des plus insuffisantes, pour ne pas dire condamnable. Elle n'a pas su balayer les préjugés et les égoïsmes. Ne nous étonnons pas que le racisme ait pu continuer à prospérer en France. En 1815, pendant le Terreur blanche royaliste, on massacra à Marseille les soldats musulmans de Napoléon au cours d'une gigantesque chasse au faciès...

YVES

(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Le code noir, éd. PUF, en vente à la librairie du Monde libertaire.
(2) Le sucre de betterave fut lancé en métropole pour éviter une nouvelle pénurie en cas de troubles.



Soulèvement des esclaves de Saint-Domingue en 1791.

sont insuffisantes pour résoudre les problèmes d'exploitation. Il se crée bien, en 1788, la Société des amis des Noirs, à laquelle participent l'abbé Grégoire et Condorcet, mais son audience est confidentielle.

Colonialisme et esclavagisme

Malgré l'extrême prudence de cette société, le débat devient âpre en 1789. Dans les Antilles, « petits-Blancs » et planteurs s'affrontent pour la représentation de leur communauté, mais les Blancs sont tous d'accord pour empêcher l'abolition de l'esclavage. Un colon de condition modeste exprime cette solidarité : « Saint-Domingue ne peut exister que par la prépondérance absolue des Blancs ; les assimiler aux hommes de couleur, c'est les humilier ». Des planteurs menacent de faire sécession si l'on donne la citoyenneté aux Noirs ; fussent-ils affranchis. C'est pourquoi les députés des colonies demandent un débat à l'Assemblée le 29 décembre 1789. Leurs arguments paternalistes donnent la nausée, ainsi cette proposition : « Indépendamment des réglemens sages qui écloront à coup sûr du sein des assemblées coloniales, sur l'objet intéressant de la nourriture et du traitement des nègres, un des plus sûrs moyens d'améliorer leur sort est d'en augmenter le nombre (sic !) et de renforcer les ateliers, ce qui rendra la somme de travail proportionnellement plus légère pour chaque individu ».

Par contre, il est hors de question pour ces députés d'établir « l'affranchissement des nègres ;

Lorsqu'on propose de donner les droits politiques aux affranchis, les planteurs s'affolent. Deux cents hommes de couleur sont massacrés en juin 1789, pour avoir manifesté leur satisfaction trop bruyamment à Saint-Domingue.

Vincent Ogé, leader des Noirs libres

Au début, le combat des mulâtres se distingue de celui des esclaves. Ils veulent les droits civiques pour eux seuls et s'organisent dans ce but dans un mouvement des Noirs libres. Ils envoient leur leader, Vincent Ogé, défendre leur cause à Paris avec une délégation. Cet ancien soldat reçoit un bon accueil des libéraux. Après avoir entendu son intervention, Barnave lance la fameuse phrase : « Périront les colonies plutôt qu'un principe ».

Mais, en fait, on berce Ogé de belles paroles. L'égalité pour les Noirs libres paraît un dangereux exemple pour les esclaves, et on peut entendre des déclarations racistes, comme celle de ce député du lobby : « Croyez-vous que nous accepterons la justice du petit-fils d'un de nos esclaves ? Non ! plutôt mourir que consentir à cette infamie ! » Les revendications des mulâtres sont satisfaites à contre-cœur, car les députés craignent que les planteurs ne livrent les colonies aux Anglais.

Le plus pénible est de trouver ce genre d'excuses chez certains extrémistes sincères comme Anacharsis Cloots. Cet internationaliste rêvait d'une république universelle en abattant toutes les frontières. Il semble que son projet ne concernait



Toussaint-Louverture.

CHINE

Fin de règne...

UN peu plus de deux mois après la mort de Hu Yaobang, avec l'éviction de Zhao Ziyang et son remplacement comme secrétaire général par l'outsider Jiang Zemin, ancien maire de Shanghai, la boucle est en apparence bouclée et le Parti communiste chinois toujours en selle, en quête de nouvelles aventures « au nom du peuple chinois » puisque, officiellement, dans la nuit du 3 au 4 juin, place Tian Anmen, à Pékin, il ne s'est rien passé...

En réalité, la fracture est profonde : colmatée à grand-peine, au nom de la légitimité révolutionnaire incarnée par Deng Xiaoping, momie à moitié embaumée et pâle remake du « Mao fin de règne 1976 », elle ne manquera pas d'apparaître à nouveau au grand jour à la mort de ce dernier — dans un mois, dans un an —, et c'est la raison de la course de vitesse engagée aujourd'hui entre les tenants d'un pouvoir autoritaire appuyés sur l'armée et les réformateurs en train d'être purgés, partisans d'une réelle démocratisation : méthode Jaruzelski contre méthode Gorbatchev. Mais, en toute hypothèse, le pouvoir actuel se trouve devant une contradiction insurmontable : conserver l'ouverture économique indispensable à sa survie, tout en maintenant la fermeture politique qui le condamne.

Une autre politique économique

Dix ans de révolution culturelle et dix ans de réformes économiques ont profondément et durablement modifié le visage de la Chine. Officiellement considérée comme une catastrophe, la révolution culturelle a causé un discrédit irréparable au régime communiste en exposant sa banqueroute morale et politique. C'est pour tenter de l'exorciser que Deng Xiaoping s'est lancé à marche forcée dans une politique de réformes économiques radicalement opposée aux dogmes collectiviste et égalitaire maoïstes, et destinée à assurer le décollage du pays par l'enrichissement individuel. En pratique, elle a multiplié les inégalités sociales et entraîné des rythmes de développement très contrastés selon les localités et les régions, avec la mise en place des zones économiques spéciales, de sorte que les provinces les plus dynamiques, soucieuses de leur propre développement, sont toutes à des degrés divers en situation de rupture avec le plan central. Aucun relais n'ayant été mis en place au niveau administratif pour assurer la modernisation : pas de fisc, pas d'appareil statistique, pas de contrôle des échanges extérieurs, chacun s'est mis à tirer à hue et à dia, favorisé par la corruption omniprésente des cadres du haut en bas de la pyramide, avec pour conséquence 30% d'inflation, 10% de chômeurs parmi la population active, une dette extérieure de 250 milliards de francs et une dépendance accrue des

aides et prêts internationaux destinés à financer le développement.

Conséquence également : l'empire n'est plus « immobile », n'en déplaie au ringard Peyrefitte. De 95%, la population rurale est tombée à 80% en dix ans, soit un accroissement de la population urbaine de près de 200 millions de personnes qui a permis l'émergence d'une nouvelle classe moyenne d'artisans, d'entrepreneurs privés et de cols blancs. C'est justement l'alliance de cette classe moyenne avec les étudiants, bientôt soutenus par une proportion croissante de la classe ouvrière, notamment les jeunes, et des pans entiers de l'appareil d'Etat, qui a contraint le noyau dur, pour assurer sa survie, à faire appel à l'armée — qui pour la première fois dans l'histoire du communisme chinois a tiré sur le peuple — se mettant ainsi entre les mains du nouvel homme fort du régime, le président de la République Yang Shankun, nouveau seigneur de la guerre et véritable « parrain » de la nouvelle direction.

Quant aux masses paysannes, si elles n'ont pas bougé, elles sont sans illusion sur un régime qui ne les considère que comme « des arbres à fric qu'il suffit de secouer pour ramasser l'impôt ».

Terreur et délation

Terreur et délation sont à l'ordre du jour : la vidéo policière, voilà la cinquième modernisation ! Mais le lavage de cerveau de masse n'a qu'un temps, et la réception des informations venues de l'extérieur du pays fissure le nouveau schéma orwellien qu'essaie d'imposer un régime sanglant mais à bout de souffle idéologiquement et qui refuse de reconnaître qu'il a perdu tout contact avec la réalité.

Ironie du sort : du 24 mai 1919 au 4 juin 1989, ce sont les mêmes étudiants soutenus par tout un peuple qui demandent la liberté et la démocratie. En 1919, les plus ardents allaient figurer parmi les fondateurs du futur parti communiste : 70 ans plus tard, ce sont eux qui massacent ceux qui se voulaient leurs héritiers...

La Chine est à nouveau à la croisée des chemins. Il est impossible pour un régime qui l'a en partie suscitée d'arrêter la lame de fond en train de secouer la société chinoise. De nouvelles organisations autonomes sont apparues au grand jour dans le monde universitaire et ouvrier, à travers le pays et non pas cantonnées à Pékin, et malgré la répression acharnée qui les frappe actuellement, c'est un phénomène « hydre de Lerne » irréversible. La répression n'a qu'un temps. L'émergence de cette société civile, symbole du mouvement, sonne le glas de l'hégémonie du parti-Etat marxiste-léniniste, symbole du statu quo. Et nous osons espérer que c'est une société libertaire qui se profile à l'horizon.

Jean-Jacques GANDINI

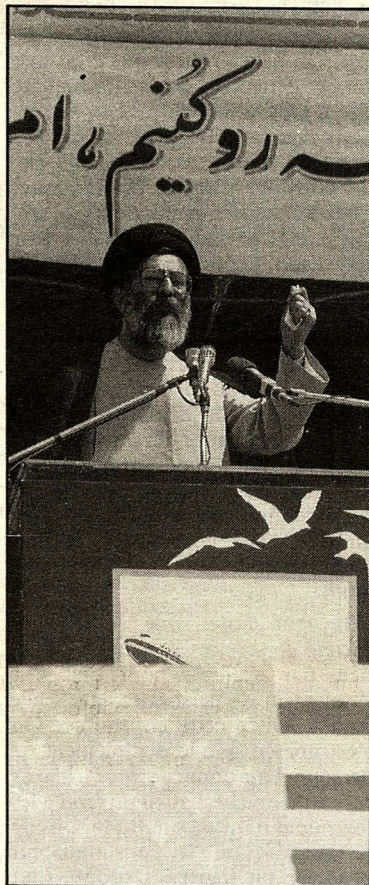


IRAN

La théocratie iranienne

L'IRAN impérial a disparu le 1^{er} février 1979. L'Iran des martyrs s'éteindra-t-il avec la mort du guide suprême de la Révolution islamique ? L'Iran a connu deux despotes et deux rêves irréalistes : le Grand Empire perse et l'expansion universelle de l'islam.

Aujourd'hui, le peuple iranien paye pour ses dirigeants ; la guerre avec l'Irak a fait un million de morts, 630 000 mutilés et 400 milliards de dégâts. Les raffineries sont hors d'usage, la ville d'Abadan (le principal port pétrolier) est en ruine. La production de pétrole est passée de six millions de barils par jour à trois millions.



Khomeini.

L'agriculture est quasi-inexistante, 1,2 million d'hectares sont en friche ; la guerre a recruté parmi les couches les plus basses de la population, et les futurs sacrifiés du front irakien étaient trop souvent choisis parmi les paysans. La pays importe pour 3 milliards de dollars de produits alimentaires, et le peuple vit de combines et se débrouille avec le marché noir. Une classe de privilégiés vit très bien grâce aux avantages accordés par le régime (subventions, primes). Les salaires sont maintenus à un niveau très bas, pour permettre la reconstruction du pays. Le chômage est de 15%, le taux d'inflation atteint 50% et le système fonctionne grâce à « la planche à billets ».

La guerre avec l'Irak avait occupé les dirigeants, et les partis d'opposition à l'intérieur respiraient quelque peu. Depuis le cessez-le-feu, la terreur a repris : 1 500 prisonniers politiques ont été fusillés ou pendus depuis septembre dernier. Les organisations des Fedayin du peuple, le Parti communiste Toudeh, les Kurdes ont été les victimes de cette répression.

Pourquoi cette faillite, cette terreur ? Comment un peuple du XX^e siècle peut-il être subjugué par un fanatique religieux ? L'explication est sans doute dans la dualité et l'ambiguïté du tempérament iranien. La religion des Anciens Mages : le mazdéisme et l'islam chiite ont tiré parti de ce trait de caractère. Khomeiny a exploité à fond la crédulité religieuse et le fanatisme du peuple pour instaurer son gouvernement islamique ; le gouvernement du juriste-théologien, le « velayat-e-fagih ».

« Le gouvernement islamique n'est ni despotique ni absolutiste, il

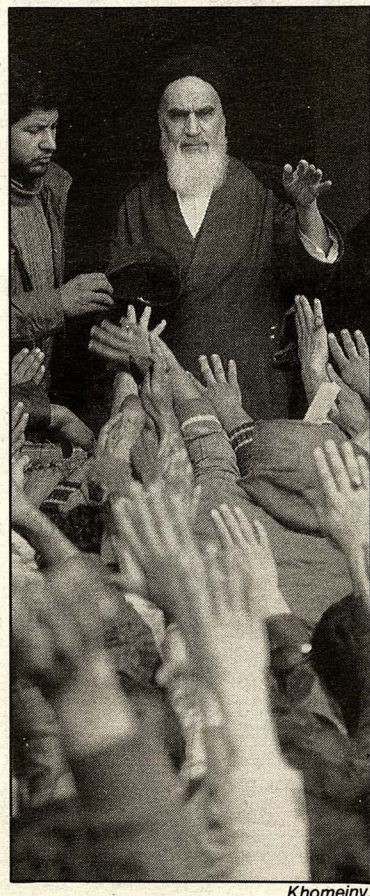
est constitutionnel, bien entendu pas au sens habituel du terme, où les lois sont approuvées par des personnes d'une majorité constitutionnelle, mais au sens où les dirigeants sont tenus à un ensemble de conditions définies dans le Coran et dans la Dunna du prophète, à la fois en ce qui concerne l'exécutif et l'administration. La souveraineté revient exclusivement à Dieu, et la loi constitue l'ordre et le décret de Dieu. »

Pour aboutir à cette conception khomeiniste du pouvoir, tous les moyens ont été employés : la délation, l'anathème, l'épuration, la répression, les manifestations de masse. Cette prééminence des « Serviteurs de Dieu » s'explique parce qu'en Iran l'élite religieuse a toujours joué un rôle important ; le mollah, l'hodjat-al-islam (preuve de l'islam), l'ayatollah (signe de Dieu) et plus encore l'ayatollah-al-ozma (grand ayatollah) sont placés en dehors du pouvoir et ont une vocation de contre-pouvoir. Le clergé a une totale indépendance financière ; il possède des ressources propres provenant des biens de main-morte, il récolte le « khoms », impôt religieux correspondant au cinquième du revenu des croyants, et il touche le « zakat » qui est l'aumône légale préconisée par le Coran.

Le grand ayatollah a eu raison du régime impérial en prônant une justice sociale et économique, en mettant en scène une dualité sociale qui s'exclut : les « mostazafins » (les humbles, les déshérités) qui s'opposent aux « mostakbarins » (les orgueilleux). On chasse les uns du pouvoir pour y mettre les autres ; on annonce le retour « d'un âge d'or de l'islam pétri de sang et de larmes ». Les dirigeants religieux ont exacerbé le sentiment de gloire de l'échec, créé un ministère des Martyrs de l'islam justifiant ainsi l'envoi des enfants sur le front de la guerre Iran-Irak.

Khomeiny a utilisé la religion pour mobiliser les masses, il a inventé l'islamisme révolutionnaire ; mais, ce système politico-religieux a été construit autour du charisme, de l'autorité d'un seul homme. Lorsque « l'Envoyé de Dieu sur terre » disparaît, tout peu arriver. Quel sort attend le peuple iranien ?

La continuité du régime islamique est assurée, pour le moment, par les « fidèles » du « guide » : Ali Khomeiny, président de la



Khomeiny.

République ; Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, président du Parlement, et Admed Khomeiny, fils de l'imam et chef des radicaux.

Les partis d'opposition réfugiés à l'étranger sont divisés. Les monarchistes, conduits par Reza Pahlavi, se préparent à s'installer de nouveau sur le trône et à restaurer la monarchie constitutionnelle créée en 1906 ; pour y parvenir, le fils du défunt shah entretient des réseaux de partisans dans l'armée. Le chef des Moudjahidine du peuple iranien, Massoud Radjavi, se trouve à Bagdad ; ses troupes (l'Armée de libération nationale iranienne : ALNI) ont combattu les Iraniens sur le front irakien et sont prêts « à abattre le régime des tueurs de Téhéran ». Bani Sadr, premier président de la République islamique, et Chapour Bakhtiar, dernier Premier ministre du Shah, attendent à Paris.

J. L.

Rencontres anarchistes à San Francisco

« Sans frontières », c'est le thème choisi pour la rencontre anarchiste annuelle panaméricaine de 1989. Celle-ci se tiendra à San Francisco du 20 au 25 juillet 1989. Au programme :

• le mercredi 19 juillet, l'« Excécrable réseau de femmes » organisera une fête, des ateliers, etc. (OWN [Obnoxious Wimmen's Network], c/o Ecomedia, PO Box 315 STN F. Toronto ONT. M4Y 2N9, Canada).

• le vendredi 21 juillet : journée de l'antisexisme, avec l'organisation East Bay Anti-sexist Network, c/o Dogtown Anarchy House, 1491 34th St. Oakland, GA ;

• le samedi 22 juillet : journée de l'antiracisme, avec l'organisation Atlanta Clearing House, c/o Mayday, PO Box 536 Decatur, GA ;

Si vous voulez participer à ces journées ou envoyer vos contributions, écrivez à : Without borders, 1369 Haight St, SF CA 94117 USA.

Traduction d'« Ecomedia », Canada

Camping international en Pologne

MA (Fédération des groupes anarchistes polonais) organise un rassemblement anarchiste international qui se tiendra pendant le festival annuel alternatif « Hyde Park » de juillet. Ce rassemblement débute le 14 juillet et durera au moins une semaine. Il se tiendra dans le village de Lubiatow situé entre Drawko Pomorskie et Zlocieliec (à peu près à 10 kilomètres de chacun d'eux). En voiture, il suffit de suivre la carte ; en train, vous descendez aux gares de Drawko Pomorskie ou Zlocieliec. Le seul hébergement possible est un terrain de camping. Equipez-vous en conséquence. Nous souhaitons un très positif festival à nos compagnons polonais, un compte rendu sera fait dans le Monde libertaire de rentrée.

Les Relations internationales

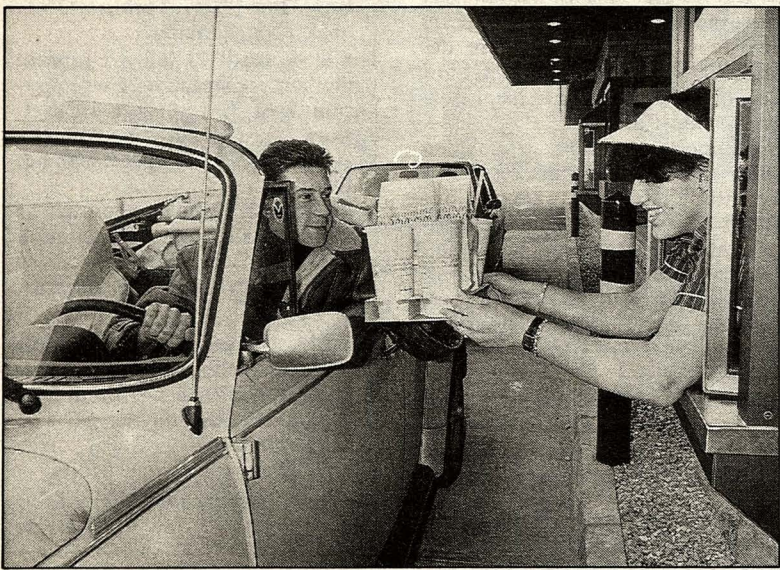
LA SOCIÉTÉ DE SERVICES

Les problèmes de la consommation

On nous gave aujourd'hui de « modernité », de « modernisme », mais notre époque ne fait guère d'effort pour s'analyser. On peut attribuer cela au manque de recul devant les mutations sociales ou technologiques. Mais remarquons que la société moderne n'accouche d'aucun système de valeur à la hauteur de cette mutation. Après tout, les grandes découvertes et le commerce international, au XVI^e siècle, ont eu la Renaissance en contrepoint, qui justifiait ces ouvertures hors d'Europe ; le siècle des Lumières a préparé le capitalisme et le nouvel ordre bourgeois. Cette fois-ci : rien. Le pilotage à vue emmène la société dans une production et une consommation effrénées, où l'échange devient l'unique but. Dans la consommation surtout, les données sont en train de changer, même si le sujet peut moins intéresser que les mutations du travail.

Ne touchez pas aux marchands d'illusions !

Nos aïeux faisaient de la consommation une lutte vitale. Le manque de pain et des denrées de base était leur obsession. C'est pourquoi, sous la Révolution, les sans-culottes axèrent leur combat sur la consommation, quitte à l'élargir à une lutte contre les riches. Cette attitude persistera dans les milieux populaires jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Lorsque les famines disparaîtront, lorsque le salaire permettra peu à peu d'acheter autre chose que l'aliment de base, les luttes se dérouleront plus facilement autour des conditions de travail.



La deuxième phase a été ce que l'on a appelé la société de consommation, soumise à une critique radicale par la pensée soixante-huitarde. La base de cette analyse (formulée notamment par Marcuse) est bien connue : la société crée de nouveaux besoins pour développer la production et l'on produit davantage pour satisfaire les besoins ainsi créés. La constestation de ce cycle infernal, vers 1968, s'avéra éphémère. Surtout lorsque la riposte prit la forme d'expériences communautaires. D'abord, celles-ci ne faisaient qu'imiter les tentatives anarchistes de la fin du XIX^e siècle, elles-mêmes vouées à l'échec. Ensuite, nos sociétés sont trop industrialisées pour rendre possible le rêve (peu partagé) de petits groupes d'éleveurs et d'artisans. Quant à l'économie alternative, certes sympathique, elle reste marginale, pour ne pas dire, dans certains cas, néo-capitaliste (cf. la banque des alternatifs allemands) !

La consommation a donc continué sa course effrénée. Les perversions annoncées en 1968 se réalisent aujourd'hui. La consommation infantilise les ménages, qui veulent « tout, tout de suite » (en biens

matériels, bien sûr), et le surendettement devient un moyen de contourner la rigueur salariale. Certes, le gouvernement vient d'autoriser la mise en faillite des ménages insolubles, mais cela ne concerne que les



cas extrêmes. Tant que les Français sont endettés dans des proportions « raisonnables », pas question de toucher aux marchands d'illusions. Si l'on peut payer, cela évite de poser des questions comme le droit au logement (1), n'est-ce pas ?

La société de services

Nous assistons aujourd'hui à une troisième phase de la consommation, bien pire dans son aliénation que la précédente puisqu'elle touche l'homme dans son travail ; c'est ce que l'on appelle la société de services. Jusqu'ici, on payait surtout pour ce que l'on appelle le service public. Privatisées ou d'Etat, ces

entreprises concernent des activités essentielles à la société : communications, transports, santé, etc.

Mais dessus se sont greffés des besoins autrefois comblés par un investissement de sa personne. C'est le cas des loisirs par exemple. A partir de 1936, le temps libre s'est développé. On a vu se créer des activités mobilisatrices (mouvements des Auberges de jeunesse, tourisme, puis ciné-clubs, etc.). Aujourd'hui, on tend à y substituer une attitude de consommateur passif qui paye, en échange de quoi le loisir est organisé au maximum par un fournisseur. C'est devenu un phénomène général : on a pu entendre dire, l'été dernier, que les touristes se lassaient de « bronzer idiots » dans le Midi, mais cette critique n'était nullement compensée par un désir d'organiser son temps libre. Au contraire, ils attendaient qu'on leur crée des activités pour les désennuyer, moyennant finances, bien sûr.

Comme un hamster dans sa cage

Cette évolution ne concerne pas que les vacances, mais aussi toutes les activités hors du travail. Les sta-

tistiques montrent une chute libre des associations militantes (c'est-à-dire impliquant leurs membres, notamment par le bénévolat) au profit des associations de services. Cela concerne les retraités par exemple. La télévision nous vante la vie pleine et « active » (!) d'une personne âgée souscrivant à tous les clubs nécessaires : pour les loisirs, le sport, la remise en forme... Pas une initiative, les fournisseurs s'occupent de tout. La santé, ou du moins le culte du corps, participe à cette logique. Dans cette société narcissique, on accourt dans les centres spécialisés du style thalassothérapie. Il existe une forte demande, surtout chez des citadins assez aisés (cadres, nouvelles classes moyennes en général). On peut avancer que c'est une simple extension de la domesticité due à l'élévation du niveau de vie. Mais chez les privilégiés, les services que l'on paye sont compensés par un pouvoir social et économique. Chez les salariés demandeurs de services, cela ne fait qu'aggraver leur aliénation. On est pris en main pour échapper au stress, au vide d'une existence. Tout temps mort, tout moment d'inaction doit être comblé, comme chez les hamsters tournant dans la roue de leur cage. Cette frénésie, c'est la démarche inverse de l'engagement militant dans un syndicat, une organisation politique, une vraie association. Car là, les avantages immédiats sont très inférieurs aux contraintes, et l'on doit s'y responsabiliser un minimum.

Il faut noter que lorsque la société de services pourrait se justifier, par exemple pour pallier à l'isolement de personnes âgées, elle tend à éviter cette contrainte. On s'est aperçu que le déploiement de personnel au domicile des vieillards coûtait trop cher, aussi on tend à les regrouper dans de simili-maisons de retraités (2) où le consommateur conserve un logement propre tout en réduisant les coûts. Lorsqu'il n'y a pas de bénéfices, la société de services ne s'impose pas de contraintes !

On peut remarquer que certains projets des utopistes, par exemple les phalanstères, sont en train de se développer en plein capitalisme. En même temps que ces ensembles pour retraités, on crée des maisons de célibataires, de filles-mères et autres microcosmes. C'est une évolution significative vers un individu trié et pris en main, chouchouté, amusé, soigné... A condition d'avoir l'argent, bien sûr ! Pour les insolubles, les hospices et les ghettos sont toujours là, avec peut-être un peu de chance leurs mêmes se verront offrir une colonie de vacances par une association charitable !

Les Schtroumfs au service de la société de services

Si la société de services tend à aliéner une partie des salariés, elle



met à leur disposition une autre partie de ceux-ci, et c'est bien le plus inquiétant. Précaires (intérimaires, TUC) sont en train de constituer une sorte de domesticité massive pour faire marcher les activités



décrites plus haut. C'est encouragé par les autorités, pour faire baisser les statistiques du chômage et atténuer la désindustrialisation de certaines régions.

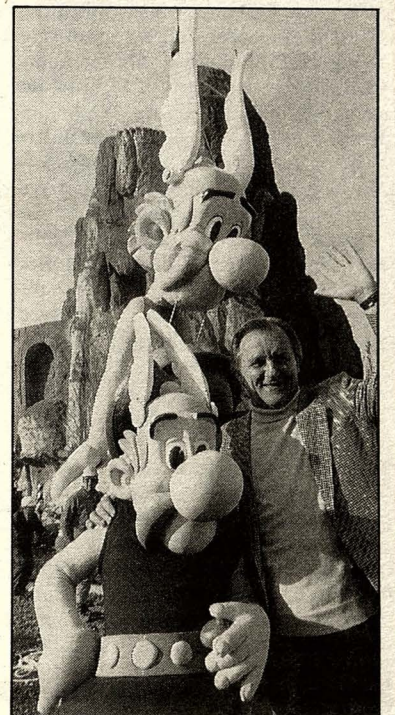
On nous vante, dans le bassin de Lorraine, une merveille de parc d'attraction où un millier de précaires font les Schtroumfs pour égayer les familles de cadres, et remplacer (!) l'activité des hauts fourneaux. L'écrivain Daeninckx a pu constater le même désarroi des anciens mineurs ou métallurgistes à qui l'on propose de vendre des barbes à papa dans les luna-parks. Il est certain que la métallurgie n'avait rien de réjouissant, qu'il n'est pas facile de travailler pour un patron ou pour l'Etat, mais c'est moins dégradant et inutile que ce mixte de l'arbitraire et d'amusement que propose la société de services aux victimes de la crise. On peut penser que cette tendance va se stopper, que la demande du marché intérieur pour les services va se combler, mais il ne faut pas oublier l'Europe et la répartition entre zones de loisirs et de production de biens. Il faut noter qu'en 1918, Lénine, croyant à une révolution européenne, avait réparti les futures activités de chaque pays, un peu comme le fait le capitalisme. Des régions comme l'Italie se voyaient imposer la seule activité de divertir... De même Hitler assignait, dans ses vues européennes, à la France le rôle de zone agricole et de « loisirs ».

Le personnel de service n'a aucune garantie d'emploi, leur statut est des plus aléatoires, fluctuant en fonction de la demande. Il ne s'agit pas seulement de divertir les salariés, mais de faire des courses, d'apporter des repas à domicile, de gérer les emplois du temps... Il y a bien une double aliénation créée par la société de services, aliénation de consommateurs ne pouvant plus gérer leur quotidien, aliénation d'autres salariés, sans droits ni véritable utilité sociale. Mais, au-delà de ces problèmes, on peut se demander si la consommation n'est pas en train d'amoindrir la capacité de changer la société.

Jean Kaspar, leader de la CFDT, avait posé la question en prônant avec ses amis un « syndicalisme de service ». Ce genre d'attitude consiste à s'adapter aux vices de la société au lieu de les résoudre, mais il est vrai que pour beaucoup d'observateurs il existe une demande de consommation sur des secteurs de lutte ; à condition que l'on flatte cette tendance. Cela implique des combats égoïstes, corporatistes et un comportement frieux, individualiste sur le lieu de tra-

vail. Nous n'en sommes pas là ! Mais il est à craindre que le nouveau consumérisme n'aggrave encore la démobilité ambiante. A moins d'apporter un effort de réflexion sur ce problème.

Précisément, la difficulté pour les révolutionnaires, et notamment pour les libertaires, vient de leur cadre théorique. Pour beaucoup, le combat dans la société se déroule d'abord autour du travail stable, et il y a des difficultés à analyser la précarité, de même que certains problèmes de consommation. A l'inverse, un des courants libertaires, inspiré par Kropotkine, met l'accent sur la consommation en préconisant la prise au tas des produits, même de luxe, pour les répartir entre tous ; mais comment exproprier des services ? Il y a là une nouvelle étape sociale qui exige un débat.



En tout cas, le soutien aux précaires reste le meilleur moyen de gripper la société à deux vitesses. Mais plutôt que de sortir des programmes tous faits, il convient de recueillir les témoignages des intéressés, tous les précaires utilisés dans la société de services (3). Cette connaissance est le préalable à une action constructive.

YVES

(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) L'acquisition d'un logement est la principale source d'endettement.

(2) A la différence des maisons de retraite, il s'agit de logements indépendants regroupés autour d'une administration qui fait tout fonctionner.

(3) Nous mettons à part la soustraction pour les entreprises où il s'agit d'une autre précarité, même si le statut est le même.

N°759 JEUDI 6 JUILLET 1989

PRISONS

La poudrière

Une fois n'est pas coutume, nous commencerons par remercier M. Dru, directeur de la nouvelle centrale de haute sécurité d'Yzeure, pour sa collaboration — évidemment involontaire — au *Monde libertaire* : rarement responsable pénitentiaire aura fait aussi large étalage de démagogie, de grotesque perfidie ; et d'anxiété sous des airs de bravache. L'occasion était trop belle pour renoncer à la publication de ce petit chef-d'œuvre.

Mais le directeur de la prison d'Yzeure n'est pas le seul à connaître quelques sueurs froides, en ce

début d'été, et sa lettre aux détenus traduit à la fois les inquiétudes de toute la gent matonnière, et toutes les grosses ficelles qu'elle utilisera pour tenter de contrer les révoltes.

Des révoltes et des luttes qui n'ont pas cessé, depuis l'annonce des grâces dérisoires qui devraient être accordées le 14 juillet : refus de remonter en cellules largement suivis à Marseille, Poissy, Loos, Yzeure, Lyon, floraison de collectifs informels déterminés à se battre pour des grâces, mais pas seulement pour des grâces : un nombre — difficilement évaluable — de

prisonniers sont aussi prêts à se battre pour faire reculer l'oppression carcérale, exiger l'amnistie des mutins, combattre l'arbitraire, le non-droit, la non-vie et proclamer très fort leur identité d'hommes, et d'hommes révoltés.

La répression ne s'est pas faite attendre : mitard, isolement systématique, transferts « préventifs », ignobles tabassages à Clairvaux... Durant ce temps, les médias bassinent l'opinion publique de la préparation du bicentenaire, et les plus combattifs d'entre eux s'interrogent sur l'opportunité de l'amnistie...

des hommes politiques les plus véreux.

Comme si la démagogie et la brutalité d'une part, la désinformation et le dédain d'autre part, pouvaient suffire à éteindre la révolte qui couve, depuis si longtemps, dans les centrales et les maisons d'arrêt de la République... Militants « extérieurs », nous ne pouvons en aucun cas dicter aux prisonniers une attitude à suivre ; tous au plus leur affirmer notre soutien, et tenter de le concrétiser.

Pascale CHOISY

Occupation de la future prison de Nanterre

Le centre pénitentiaire est encore en chantier. Il fait partie du plan des 15 000 nouvelles places prévues par Chalandon, devenues 13 000 avec Arpaillange.

Mardi 27 juin, une quarantaine de militants répartis sur l'ensemble de la journée l'ont occupé de 6 h 30 à 19 h 30. Six personnes sont montées à l'aube sur deux grues du chantier et ont déployé des banderoles sur l'armature de la « flèche » : « Abolition des quartiers d'isolement » et « Non à la construction de nouvelles prisons ».

Le chantier se situe derrière l'université Paris X, entre la Seine et la rocade A.86.

Cette action avait pour but de dénoncer l'isolement carcéral, la construction de nouvelles prisons et les grâces dérisoires offertes aux détenus par le gouvernement dans le cadre de l'amnistie de 1989.

L'isolement constitue une véritable torture blanche, ainsi que le rappelait la banderole déployée près de l'entrée du chantier et appuyée par l'ensemble des personnes qui soutenaient les six occupants des grues.

Les groupes cosignataires de cette opération sont : le Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral (CAIC), l'Association des parents et amis des détenus (APAD), la Commission prison de Genevilliers et les animateurs des émissions « Ras-les-murs » (Paris) et « Prisons » (Bordeaux), membres des groupes Berneri et Emma-Goldman de la Fédération anarchiste.

La police, les pompiers et les ambulanciers étaient sur les lieux avant 7 heures. Les pourparlers ont eu lieu. Les militants, juchés à 25 et 30 mètres du sol, ont refusé de descendre.

A 8 heures, les forces de l'ordre ont chargé sur le groupe situé au sol et effectué trois interpellations. Les personnes arrêtées ont été emmenées au commissariat de Nanterre. Mais, sur ordre du substitut du procureur de la République, tout le monde était relâché à 10 h 30.

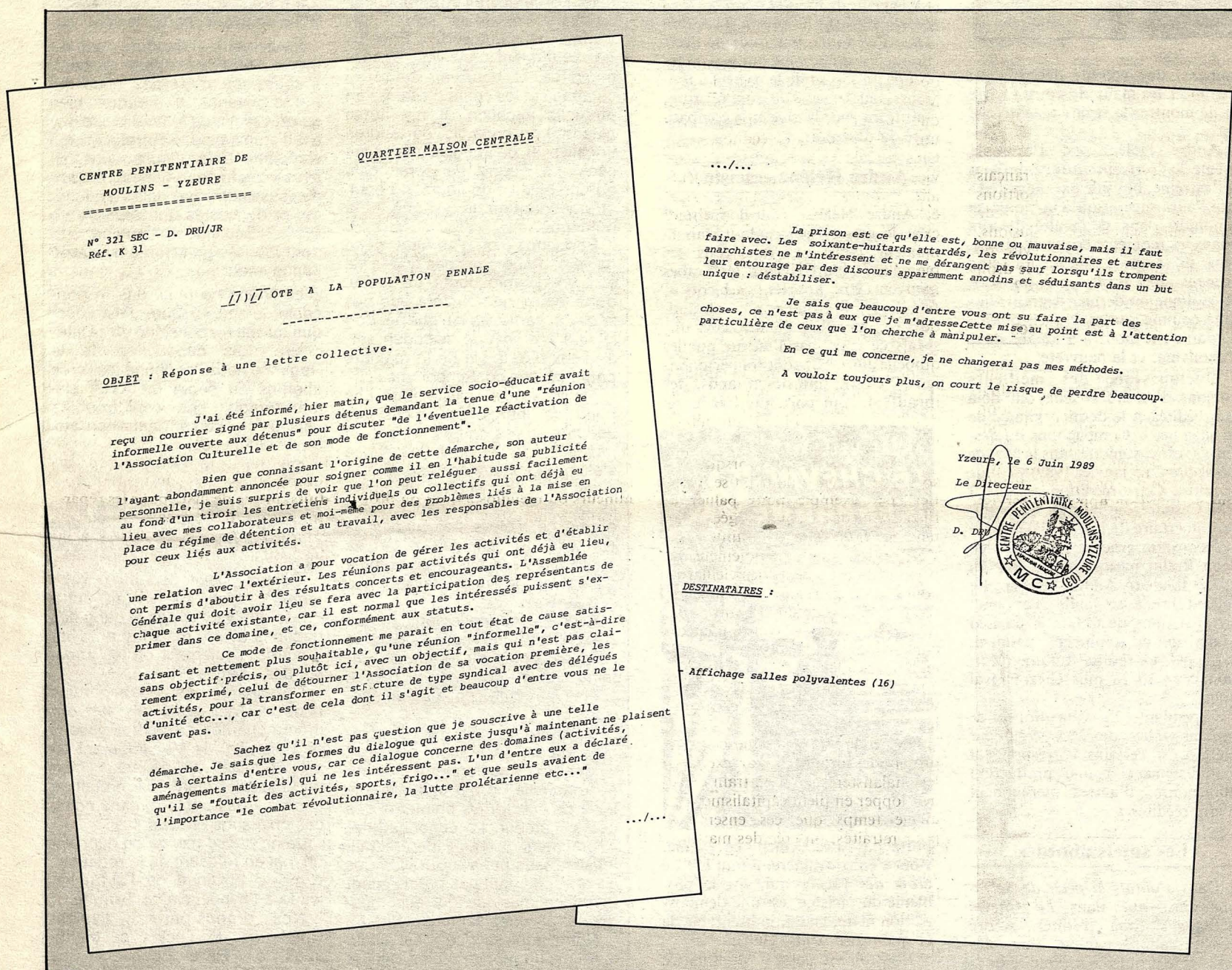
L'occupation s'est dès lors poursuivie sans interruption jusqu'à 19 h 30, malgré les informations erronées diffusées, en particulier, par Antenne 2 et France-Infos. Il est vraisemblable que ces « intox » émanaient des services de police eux-mêmes. Nous nous sommes efforcés, tout au long de la journée, de tenir informés les médias du déroulement exact de l'opération.

C'est ainsi que nous avons pu, à plusieurs reprises, intervenir sur Radio-Libertaire. Nous ne pouvons que dénoncer l'isolement carcéral. L'administration pénitentiaire l'utilise pour briser les détenus qui lui tiennent tête. La construction de nouvelles prisons ne résoudra jamais le problème posé par la délinquance. Il serait plus politique de s'occuper des catégories sociales défavorisées, de mettre fin aux privilèges et de parvenir à une véritable société égalitaire.

Quant aux grâces chichement distribuées aux prisonniers pour le 4 juillet, elles sont perçues comme une insulte et même une provocation. La population pénale apprécie à sa juste valeur l'autoamnistie prononcée par le pouvoir en faveur de ses propres magouilles.

Jacques Lesage de La Haye

Un service régulier
et pratique
l'abonnement



La réponse de détenus...

DEPUIS plus de deux siècles, l'administration pénitentiaire ne connaît qu'une manière de gérer ses prisons : la carotte et le bâton. Nous, détenus, le savons pour en subir au quotidien les conséquences. De même, depuis que les détenus se révoltent pour dénoncer la prison dans sa forme et son fond, l'administration pénitentiaire n'a cessé de chercher des « meneurs » à ces mouvements, donnant par là la mesure du mépris dans lequel elle tient les détenus, incapables à son sens de se conduire par eux-mêmes. Nous, détenus, le savons par la répression qui s'abat sur quelques-uns d'entre nous arbitrairement désignés comme « meneurs ». la publication du document qui suit n'a donc pas pour ambition de prévenir les détenus des pratiques de l'administration pénitentiaire, mais d'informer le public des réalités

que les grands murs gris leur cachent.

L'objet de cette « note à la population pénale » est clair. Nous ne nous prononcerons pas sur le ridicule d'un directeur de prison qui emploie ce procédé pour discréditer un détenu, responsable unique à ses yeux d'une situation d'antagonisme entre direction et détenus, chacun pourra en apprécier le sel. Nous entendons seulement dénoncer la volonté de l'administration pénitentiaire qui cherche à localiser les luttes carcérales en les focalisant sur quelques individus qu'il sera plus aisé de réprimer par la suite. Puisque pour ce cas, il s'agit de la centrale de Moulin, c'est la situation telle qu'elle se manifeste ici que nous analyserons à travers ce « document ».

Notons en premier lieu la contradiction entre « les entretiens individuels ou collectifs avec la direction » qui auraient donné

satisfaction à tous, et la demande collective des détenus qui semblent ne pas s'en satisfaire. Il apparaît clairement aux détenus que les structures mises en place par l'administration n'ont d'autre vocation qu'aliéner un peu plus les détenus qui en réclament d'autres dont ils ne seraient plus les objets mais les sujets. Il est évident que la responsabilisation des détenus générerait quelque peu la politique d'infantilisation de la pénitentiaire.

Arrêtons-nous ensuite sur le ridicule procédé qui tend à mettre en antagonisme des supposés détenus seulement préoccupés de l'aménagement de leur réclusion à d'autres supposés détenus seulement préoccupés de déstabiliser l'institution carcérale. Les concepts de « combat révolutionnaire » et de « lutte prolétarienne » ne recouvrant rien dans le contexte où ils sont utilisés ici, ils ne

servent qu'à alimenter une vieille polémique totalement dépassée entre « détenus de droit commun » et « détenus politiques ». Les détenus ne sont pas plus des légumes que l'on arrose, qu'ils ne sont de dangereux terroristes.

Terminons ensuite sur les menaces même pas voilées d'un directeur qui ne changera pas « ses méthodes », celles-là même qui, en septembre 1988, faisaient transférer en pleine nuit comme du bétail plus de cent détenus.

Nous nous excusons de ne pas avoir de label officiel avec une jolie statue de la liberté sur tampon à encre pour signer et, afin de ne pas « soigner notre publicité personnelle », nous renonçons à une quelconque signature nominative. Cet anonymat n'en est évidemment pas un pour l'administration pénitentiaire devant laquelle nous avons toujours affirmé et assumé nos idées.

ANDRÉ HÉLÉNA

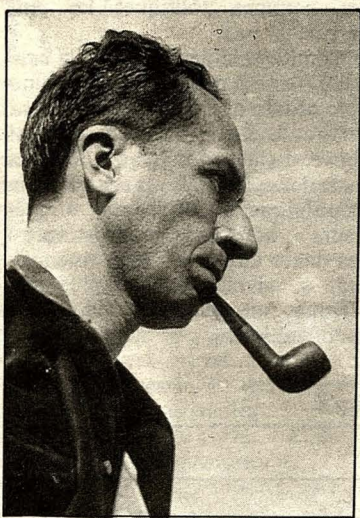
Ecrivain de la révolte

On connaît le néo-polar français et ses aspirations littéraires et politiques. Ce que l'on connaît moins, c'est la période, très fertile pour la littérature populaire, qu'a été la fin des années 50. Après le grand bouleversement de la guerre, tout est à reconstruire. Notamment dans le domaine de l'édition. Ainsi, des dizaines d'éditions naissent et meurent, principalement axées sur le roman populaire, le roman d'espionnage ou le polar de circonstance. Dans ce foisonnement, peu de bons éditeurs et peu de bons auteurs. André Hélène pourtant, par son style, par son ton particulier, par les sujets qu'il aborde, est un de ces auteurs restés résolument moderne, puisque son œuvre a survécu au temps, à l'enfer des bibliothèques de gares, au dédain et au mépris des snobs et de certains intellectuels.

André Hélène n'est pas un auteur comme les autres, d'abord il est né poète, si l'on peut dire, puisque ses premières œuvres éditées dès l'âge de 16 ans sont des recueils de poèmes. Il est alors (et le sera toujours) très influencé par Verlaine. Fils de bibliothécaire, il dévorera toute la tragédie grecque. Ces deux éléments auront leur importance quant à la couleur et au ton de son œuvre. Ensuite André Hélène monte à Paris pour faire du cinéma (comme assistant), il a 20 ans quand la Seconde Guerre mondiale éclate.

Au sortir de cette guerre, il écrit ses premiers romans noirs. A la limite du pamphlet, écrit à l'emporte-pièce, son ton est définitivement celui de la révolte. Ses héros sont des « loosers », tout leur tombe dessus : pluie, tuiles, trahisons diverses et répétées...

Son style est court, sec, haché, sans fioritures inutiles. L'action est rapide, souvent violente ; les situations désespérées. Son cadre : la ville et sa noirceur, sa misère... D'entrée, André Hélène a les qualités d'un grand écrivain : le style, le ton, le sujet ; le tout arrosé d'un zeste de « spleen » et de désespoir, lié à son côté poète maudit. Le désespoir dans l'âme et le corps, mais la rage dans le crépitement de l'Underwood (machine à écrire de l'époque). Sous-payé, exploité à deux sous le feuillet, stakhanoviste forcé et forcené des négriers de la littérature de l'époque, non



romans) une volonté délibérée de dénoncer les maux de notre société et de montrer la réalité telle qu'elle est.

André Hélène est l'exemple même de l'écrivain surdoué, brillant à l'extrême, bousillé par un système qui l'aura sucé jusqu'à la moelle, et amoindri dans sa faculté d'écrire (dans les moments critiques, il écrivait et menait quatre ou cinq romans de front, par mois !). Alcoolique au dernier degré, halluciné comme son maître en poésie, Verlaine ; il mourra à 52 ans dans l'anonymat et la pauvreté.

Quelques-uns des meilleurs romans d'André Hélène ont déjà été réédités et le dernier volume de la saga des « Compagnons du destin » (voir chronique dans le *Monde libertaire* du 5 janvier 1989) vient de paraître. Cette réédition est due à Phil Casoar (journaliste), sympathisant libertaire de longue date, qui a redécouvert, grâce à un article de Jean Rollin paru dans *La Rue* en 1972, l'auteur André Hélène. Le faisant lire à ses amis (Bayon et Evrard), fans de Céline et de Léo Malet, qui en tombèrent, paraît-il, sur le cul. Le résultat fut une réédition chez 10/18 puis chez Fanval noir.

Cependant, dans la flopée de romans (plus de 200) écrit par Hélène, si certains correspondent manifestement à une production alimentaire, d'autres mériteraient d'être réédités.

Les sujets abordés

Dans *J'aurais la peau de Salvador* ainsi que dans *Le Cheval d'Espagne* (non réédité), André Hélène aborde (c'est l'un des seuls !) le problème inexploité de la Guerre d'Espagne. Dans nombre de ses romans, on retrouve d'ailleurs des anars, pour lesquels il ne cache pas sa sympathie. Ils sont présentés comme des individus révoltés par excellence, perdus dans un monde qu'ils ne comprennent pas, mais qui s'accrochent envers et contre tout à leurs idéaux.

Dans *Les salauds ont la vie dure* et *Le festival des macchabées*, André Hélène nous dresse un tableau plus vrai que nature de la France occupée : salauds, traîtres, épiciers du marché noir ne sont pas oubliés ; contrairement à Léo Malet, qui reste, au travers de ses romans, plus que pudique sur cette période (est-ce un hasard ?).

Dans *Les Compagnons du destin*, vaste fresque, le monde interlope de Montmartre nous est décrit : truands à la petite semaine, macs, putes... Mais point de fascination pour le « milieu » et ses lois, plutôt du dégoût...

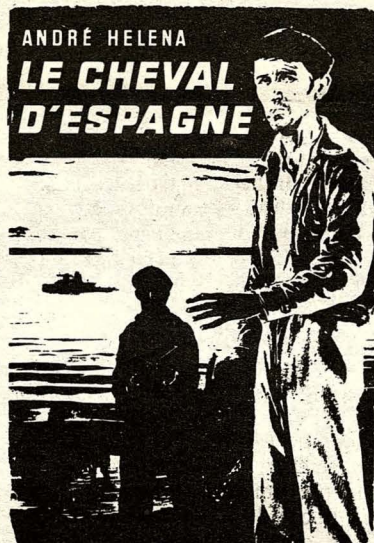
Dans tous les cas, et c'est là l'un des grands honneurs de sa plume, Hélène a adopté comme déontologie de ne jamais mentir au lecteur en ce qui concerne une certaine réalité sociale. Son récit est une peinture, jamais ennuyeuse (on dévore cha-

cun de ses livres !), parfois dure et sordide mais toujours empreinte d'humanité. Les héros sont des perdants, de pauvres types, qui font des conneries par hasard, ou plutôt parce que la société les y a plus ou moins poussés !

Rien à voir avec Céline et son ton larmoyant (cet avis n'engage que moi !) ou Léo Malet et son parisianisme sec et cynique. Avec André Hélène, on a des héros de chair et de sang, des héros qui souffrent, se rebellent et parfois en crévent. André Hélène est un écrivain attachant, car même dans ses plus mauvais romans, il reste un homme en révolte perpétuelle. Que se soit contre la peine de mort (*Le condamné à mort*, inédit), la prison (*Le Bon Dieu s'en fout*), le monde de l'édition, c'est un homme qui malgré les coups du sort et de la société à tous les coups, au travers de son écriture, fait front avec la rage et la combativité du désespoir.

André Hélène, raciste ?

André Hélène était-il raciste ? Pas le moins du monde ! Mais la rumeur court. Certes, dans les romans d'André Hélène, les Arabes peuvent être appelés : « bicots », « bics », « krouilles », « krouillats » ; les Blancs : « roumis »... Mais ce n'est pas l'auteur qui les appelle ainsi ! Ce sont ses personnages... c'est-à-dire des truands, des beaufs de tout poil, que Hélène ne



porté pas spécialement en estime. Pour s'en convaincre, il faut lire *La croix des vaches* qui, sur le problème du racisme, est une démonstration nette, claire, indiscutable de ce que pense André Hélène.

L'histoire se passe à Montmartre et oppose truands corses et arabes dans une lutte de pouvoir. Un conflit de race existe : d'un côté les « krouillats » de l'autre « les salauds de roumis ! ». Pourtant, l'un égale l'autre en férocité, avidité, rouerie et, même, en qualité de courage devant la mort. De part et d'autre, les procédés sont identiques, les caractéristiques sont... celles de leur « métier », pas celles de leur « race » ! La chute du roman en est une éclatante démonstration. Rien à voir, une fois de plus, avec la duplicité d'un Léo Malet ou d'un Céline qui sont, eux, réellement racistes !

C'est pourtant de ces auteurs (très surestimés, à mon humble avis) dont on se souvient. Hélène, lui, a été longtemps oublié et snobé. Puisse cet article, ainsi que les rééditions de ses romans, remettre au goût du jour un tel écrivain, ainsi que la littérature qu'il défendait (voir texte ci-contre) : un roman noir populaire.

LYMPHAM J.-F.

Nous remercions Phil Casoar pour les photographies et documents qu'il a bien voulu nous confier.

ANDRÉ HÉLÉNA

Défense du roman noir

Un bon nombre de littérateurs ont coutume de mépriser la littérature noire avec une acrimonie telle qu'elle laisse, dans un esprit sincère, place à quelques doutes.

La presse s'est aussitôt mise au diapason. Il n'est pas de crime dont l'auteur « noir » ne soit responsable. Un groupe de jeunes gens commet-il un crime ? C'est, bien sûr, la faute à Hadley Chase. Un homme viole-t-il une jeune fille en la menaçant d'un revolver ? Il a lu trop de romans modernes.

Si quelques écrivains n'avaient pas pris à tâche de montrer l'humanité telle qu'elle est et non telle qu'elle devrait être, tout cela, paraît-il, n'existerait pas. Nous vivrions dans une sorte d'Eden où ne fleuriraient que les bonnes manières, le bourreau serait au chômage et les cours d'assises en éternelle vacation. Il n'y aurait plus que de bons fils, de tendres pucelles et de rougissantes fiancées. La guerre ne serait plus qu'une bataille de fleurs, ou peut-être jouerait-on la victoire à la pétanque.

Permettez-moi d'admirer cette naïveté. Je ne crois pas que la vie soit un chemin bordé de roses, dans lequel ne soufflent que des zéphirs parfumés et que le Bon Dieu a pris soin de macadamiser. Je veux dire la vie de la majeure partie de nos contemporains.

Maintenant, s'il existe parmi nos gens de lettres des messieurs décorés et des dames qui ont un jour littéraire, et dont l'existence s'est paisiblement écoulée sous le signe de la paix et de l'uniformité, ils ont bien de la chance. Leur drame ne s'élève pas au-dessus de celui du collégien à qui sa petite amie n'a pas souri comme d'habitude lorsqu'il passe sous ses fenêtres.

Avec ça, naturellement, on fait d'excellente littérature — dans le sens verlainien du terme, et Verlaine savait de quoi il parlait. C'était la même chose à son époque.

Malheureusement, nous sommes d'une génération qui avait vingt ans quand la guerre a éclaté et à laquelle on n'a pas laissé le loisir de cultiver les chimères des cours d'amour. La canonnade et le crachement rageur des mitrailleuses, sans parler du fracas des bombes, ne sont pas précisément la douce musique qui accompagne les rêveries sentimentales.

Notre adolescence s'est écoulée dans un monde où les valeurs les plus évidentes étaient remplacées par l'argent, le problème de la tripe, la chair et la haine.

Nous avons vécu les plus belles années de notre vie à éviter la

mort partout présente, et la faim et le froid.

On nous a tout de suite fait comprendre, en pesant bien sûr les mots, pour ceux d'entre nous qui auraient la tête dure, que la vie quotidienne ça s'apprend à coups de pied dans le cul.

Et maintenant, on nous demande d'écrire avec une encre parfumée des sornettes imbuables à l'usage de vieilles filles refoulées que la ménopause rend frénétiques.

Monsieur Thomas Narcejac, par exemple, qui écrit des romans policiers, prétend que, pour sa part, « il en a marre ».

Il n'est pas le seul. Nous aussi. Nous en avons marre de cette vie.

Seulement, il faudrait tout de même essayer d'être sincère. D'abord, ce n'est pas nous qui avons inventé le meurtre, bien qu'on essaye de le faire croire. Il y avait un type, autrefois, qui s'appelait Caïn, figurez-vous. Et avez-vous lu ce roman noir bourré d'assassinats, de viols, d'adultères et d'incestes qui s'appelle *La Bible* ? Seulement, l'auteur, prudent, a soigneusement gardé l'anonymat.

La littérature n'est pas responsable de son époque, c'est l'époque qui est responsable de sa littérature. Les débauches de la Régence nous ont donné les livres libertins du début du XVIII^e siècle, tandis que les troubles sociaux donnaient naissance aux Encyclopédistes.

On demeure confondu devant une naïveté qui confine à la mauvaise foi lorsqu'on voit des gens prétendre le contraire avec une acrimonie qui éclaire tout de suite l'auditeur.

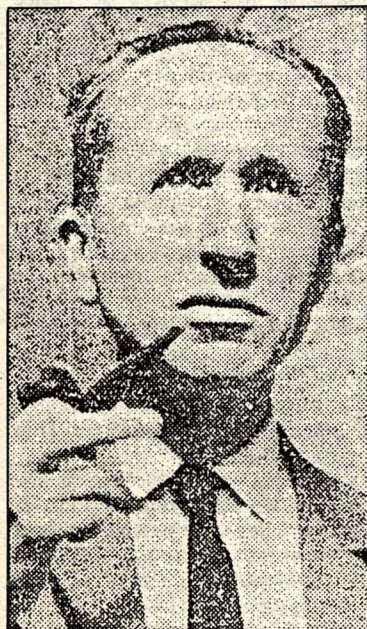
Gentils vieillards, de « votre temps », bien sûr c'était autre chose. Il n'y avait pas le gang des tractions avant, mais il y en avait d'autres, seulement on les appelait des « bandes ».

Certains de vos contemporains nous en ont parlé. Ils les ont même chantés, ces pâles voyous de Belleville, de Ménilmontant ou de Grenelle. Je ne veux citer qu'Aristide Bruant. Et n'était-ce pas déjà des petits romans noirs, ces chansons atroces ?

Je ne pense pas qu'on guérisse un mal en refusant de le regarder. C'est la politique de l'autruche, jointe à l'hypocrisie de Tartuffe.

Nos grands-parents lisaient Choderlos de Laclos et même sous la « Belle Epoque », des auteurs légers, tels que Willy et Paul de Kock. Sont-ils tous morts de la vérole ?

André HÉLÉNA



reconnu à sa juste valeur (sauf dans sa région natale du sud-ouest) par le parisianisme littéraire, édité en collections de gares de troisième ordre, la carrière d'André Hélène est une longue série de nuits blanches passées à se farcir et à noircir des feuillets désespérément vierges. De-ci de-là, pourtant, quelques cristaux brillants dans l'océan noir des mots : des romans qui surnaient, des expressions marquantes, et toujours (même dans ses plus mauvais



« Emma la noire »

RARES sont les camarades du mouvement qui s'adonnent à l'écriture de romans. Vanina (1) nous livre son premier roman, qui nous projette en 2040. Roman psychologique, roman noir, roman de politique fiction, le mélange des trois ? Au lecteur de choisir...

L'héroïne, Mélanie Cayrol-Lucianni, née en 1987, fille de militants anarchistes, a perdu son père — Bruno, assassiné en août 2000 lors d'une mission en Chine — et sa mère, Antonia Lucianni, liquidée en 2006. Mélanie a aussi perdu sa mémoire, jusqu'à son nom. Ce livre est l'histoire de la réappropriation par Emma de son passé, du passé politique de ses parents et de son engagement progressif dans les Hooligans internationalistes, groupe de lutte armée tiers-mondiste, qui s'attaque à l'exploitation éhontée du Sud par les puissances impérialistes du Nord.

Ce roman est aussi une projection dans le futur d'un monde qui n'est plus divisé qu'en deux, le Nord et le Sud. Un monde où toute opposition, tant au Nord qu'au Sud, est totalement marginalisée, criminalisée, obligée de vivre dans la clandestinité... Un monde où la dénonciation du pillage du tiers monde est assimilée au terrorisme international. Vanina pousse la logique de l'exploitation du tiers monde à son maximum : par exemple, dans son récit, on trouve une exploitation fictive des catastrophes naturelles par les pays du Nord pour renforcer leur domination. Un tremblement de terre se produit en Bolivie, le Nord envoie du sang, mais ce sang est contaminé par un virus proche du SIDA, ce qui provoque « l'éradication » de la race indienne sur l'Altiplano. Cette épidémie a été provoquée par les pays du Nord pour affaiblir la Bolivie, qui menaçait de boycotter une réunion sur le tungstène. Plus tard, la même procédure d'empoisonnement est envisagée pour les bœufs qui doivent nourrir les Sahéliens affamés, afin de détruire la race noire. Machiavélique, excessif, diront certains, mais qui rappellera à d'autres un certain nombre de rétorsions économiques prises contre des pays qui tentent d'avoir une politique de développement autonome, ou d'avoir des revendications sur le cours des matières premières produites en partie par le tiers monde. Politique fiction, mais pas si éloignée d'une réalité passée ou actuelle.

Face à ce monde, Vanina décrit une opposition ultra-minoritaire, mais qui a su internationaliser ses ripostes (les groupes des Hooligans internationalistes sont disséminés dans le monde entier), et qui utilise de nouvelles formes de résistance, comme l'informatique, à l'instar du très actuel Chaos Computer Club de Hambourg. *Emma la noire* est un très bon roman de politique fiction où s'entremêlent l'histoire de notre présent et un futur que nous ne voulons pas subir.

Pepe CARVALHO

(1) Déjà auteur de *Corse*, la liberté pas la mort, aux éditions Acratie, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 70 F. *Emma la noire*, éditions Acratie, en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), ou à Acratie, BP 23, 64130 Mauléon au prix de 78 F.

**ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHz
PARIS**

LE livre d'Alain Labrousse et Alain Hertoghe (1) nous apporte enfin sur le sendérisme péruvien les informations détaillées qui nous faisaient défaut malgré les quelques articles parus de-ci de-là (2).

Les brèves que l'on peut lire dans la presse quotidienne nous rappellent que le Pérou est au bord de la guerre civile. Pas un jour ne passe sans qu'il n'y ait un attentat ou un coup de main accompli par la guérilla maoïste du Parti communiste du Pérou, plus connu — mais sans son approbation — sous le nom de Sentier lumineux (Sendreo Luminoso). Ces incidents souvent meurtriers nous confirment que la stratégie de « guerre populaire » adoptée en 1980 après des années d'errance dans le repaire andin d'Ayacucho est en train de porter ses fruits.

Aujourd'hui, le Sentier est présent sur la quasi-totalité du territoire péruvien. Il est bien implanté dans les montagnes, à l'exception des zones proches de la Bolivie, où il rencontre l'opposition des Indiens Aymara, et de l'Equateur. Il a gagné l'Amazonie. Il menace les voies d'accès vers la capitale, Lima, dont il contrôle certains bidonvilles.

L'orthodoxie marxiste-léniniste

L'idéologie, l'organisation et la pratique du Sentier incarnent le marxisme-léninisme le plus dur, solidifié par un alliage de maoïsme pour justifier la priorité de la voie paysanne sur la voie ouvrière. C'est bien ce qui fait peur ! Même les autres organisations gauchistes de guérilla le savent bien qui doivent se soumettre ou se démettre face au rouleau compresseur du Sentier. Pour le Sentier lumineux, il n'y a rien en dehors de lui, sinon des ennemis. Tous ceux qui ne sont pas avec le parti sont contre lui. Malheur aux indécis ! Ils devront choisir, le plus souvent par la force, l'intimidation, le chantage et la peur des représailles. Le cycle infernal de l'action-répression est enclenchée avec les paysans réfractaires, les gauchistes concurrents, les forces de l'Etat qui ont la main aussi lourde que les guérilleros. La terreur se chiffre en milliers de morts.

Malheureusement, rien de nouveau. Le Sentier est en parfaite conformité avec l'essence et la pratique du marxisme : la fin (autoproclamation) justifie tous les moyens. La dernière preuve en est apportée par sa collaboration objective, et parfois active, avec les trafiquants de drogue pour se financer. Le Parti joue le souteneur, avec l'arrière-pensée de pourrir la jeunesse yankee, la pègre fait le trottoir des narco-dollars. Les paysans n'en peuvent plus mais, puisque la culture de la coca leur rapporte d'avantage que celle des ressources vivrières.

Alain Labrousse et Alain Hertoghe tentent d'expliquer la percée du Sentier. Pourquoi le Pérou et pas ailleurs ? Pourquoi si fort, malgré la langue de bois d'un côté et la répression de l'autre ? Au-delà des interprétations classiques (le sous-développement, l'arriération, le terrain propice, l'endoctrinement facile), les auteurs font un rapprochement avec la logique intégriste, telle que l'a connue l'Iran par exemple.

Malgré quelques arguments (le fanatisme d'une foi, le rejet d'un certain modernisme), l'explication — qui ne prétend d'ailleurs pas être définitive — ne convainc pas vraiment. Car il n'y a pas de question religieuse au Pérou. Il n'y a pas de réaction culturaliste. Malgré ses accointances et sa géographie, le Sentier n'est pas un mouvement



indianiste à strictement parler. Ses militants de base sont recrutés parmi les Indiens, mais ses fondateurs et ses leaders sont des métis ou des créoles à commencer par le « Président Gonzalo ». Ce sont des intellectuels issus de la petite bourgeoisie, fanatisés par leur marxisme-léninisme.

La logique tiers-mondiste

C'est peut-être de ce côté qu'il faut chercher. On songe immédiatement aux sinistres homologues de l'autre bout du monde, les Khmers rouges qui n'étaient au départ qu'une poignée d'étudiants aisés. Certes, le national-racisme de la clique à Pol Pot (la « pureté khmère ») n'existe pas chez les sendéristes. Mais leur foi commune dans le marxisme-léninisme démarre dans les mêmes conditions (intellectuels découvrant un savoir), fonctionne suivant les mêmes mécanismes (apprentissage d'un pouvoir) et s'inscrit dans le même contexte : deux pays au bord du développement, qui ont cru au rôle progressiste de l'Etat (la dictature militaire « éclairée » au Pérou, le socialisme bouddhiste de Sihanouk au Cambodge) et dont une partie de l'élite, déçue, cherche à aller plus loin dans le mirage étatique.

On peut à cet égard parler d'une situation tiers-mondiste — même si le terme contient ses limites — et le rapprochement avec l'Iran ou d'autres pays prend alors tout son sens. En outre, le sendérisme pose plus généralement le problème de la survivance de l'idéologie marxiste-léniniste et de ses potentialités révolutionnaires dans le monde entier. Les débats d'orientation générale du dernier congrès de la Fédération anarchiste ont proposé deux analyses à ce sujet, mais la thèse du dépérissement marxiste semble caduque si l'on s'en tient au Pérou, à moins de considérer le Sentier comme le dernier feu de paille dans la grange de Marx, Lénine et Mao.

Toujours est-il que le clash généralisé et le bain de sang stalinien se

rapprochent au Pérou. Que faire ? Qu'espérer ?

Les auteurs regrettent les divisions et les lâchetés de la gauche légale, comme si les socio-démocrates pouvaient jouer un autre rôle. Par contre, ils soulignent que là, dans les bidonvilles et les campagnes, où les habitants s'auto-organisent (comité de quartier, syndicats, groupes de défense, communautés agraires), le Sentier lumineux a beaucoup de mal à pénétrer. Vœu pieu peut-être, mais seule solution, semble-t-il, à l'exploitation capitaliste présente et à l'oppression sendériste future, c'est

dans la fédération autonome de ces regroupements sociaux que réside au Pérou le seul espoir de justice... et de survie.

Philippe PELLETIER

(1) Alain Hertoghe et Alain Labrousse, *Le Sentier lumineux du Pérou - Un nouvel intégrisme dans le tiers monde*, La Découverte, Enquêtes, 1989, 244 pp.

(2) Citons notamment : Henri Favre, Pérou : Sentier lumineux et horizons obscurs, *Problèmes d'Amérique latine*, 1984, 72-2 ; le n° 4874 (1988) de la même revue ; Le Nouvel Observateur du 30 mars au 5 avril 1989.

A lire cet été

La belle époque de la bande à Bonnot.

Bernard Thomas, Fayard, 282 pages 95 F

Emma la noire.

Vanina, Acratie, 206 pages 78 F

Sébastien Faure et « La Ruche ».

Roland Lewin, Ivan Davy, 246 pages 135 F

Sous les plis du drapeau noir.

Maurice Joyeux, Editions du Monde libertaire, 300 pages 120 F

Mai 68 par eux-mêmes.

Textes et propos recueillis par le groupe Pierre-Besnard de la FA,

Editions du Monde libertaire, 239 pages 90 F

De la Révolution. 1989, l'inventaire des rêves et des armes.

Claude Guillon, Alain Moreau, 270 pages 89 F

Au tour de la crise...

Les Cahiers du doute n° 4, 82 pages 25 F

Les OEillets rouges n° 4.

Cahiers de réflexion anarchiste, 95 pages 50 F

Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir !

BD et dessins antimilitaristes, avec Tardi, Margerin, Solé, Gédé,

Goossens, etc., Editions du Monde libertaire, 96 pages 100 F

L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée (1981-1989).

Serges Quadruppani, 322 pages 125 F

Le Sentier lumineux du Pérou.

Alain Hertoghe/Alain Labrousse, La Découverte, 241 pages 95 F

P'tit Punk.

J.-F. Lympham/Tapage, Baron-Noir/Safrat 30 F

Mémoires d'un révolutionnaire.

Pierre Kropotkine, Editions SCALA, 544 pages 119 F

Comptez 10% pour les frais de port. Le catalogue de la librairie du Monde libertaire est disponible sur demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Nouvelles du front

Pierre Serres, objecteur insoumis, a été condamné le 29 juin 1989 à un an de prison ferme par la cour d'appel de Toulouse. Notre compagnon s'est bien sûr pourvu en cassation, il n'est donc pas incarcéré pour le moment. La tendance actuelle étant à la fermeté, nous avons de bonnes raisons de craindre que Pierre se retrouve dans la même situation que Bruno Guilloiré, incarcéré à Amiens. la meilleure des défenses, aux échecs comme dans le domaine des libertés, c'est l'attaque. Il est urgent de lutter pour l'abolition pure et simple de la conscription, c'est le meilleur soutien que nous puissions apporter aux réfractaires poursuivis. la rentrée militariste promet d'être chaude, faisons en sorte que la rentrée antimilitariste soit brûlante. Contre toutes les armées, abolition de la conscription !

J. VASQUEZ
(Gr. Albert-Camus
de Toulouse)

Pour tout contact : COT, APEL,
BP 229, 81006 Albi cedex.

Bruno Guilloiré embastillé en 1989

Bruno Guilloiré, militant de la Fédération anarchiste, refuse de faire son service militaire. Il est insoumis à l'objection de conscience. C'était trop insupportable à l'Etat républicain, celui qui commémore, en grandes pompes, la Révolution ! Depuis mai dernier, il est embastillé (!) pour un an à Amiens.

La Liberté ? Elle a ses limites ! L'armée, c'est sacré. On n'y échappe pas. L'Etat réprime ceux qui la refuse.

L'Egalité ? Devant la justice, elle peut attendre. Toutes les démarches juridiques ont échoué pour faire libérer Bruno. Le 2 mai 1989, le pourvoi en cassation est repoussé.

La Fraternité, elle, n'est pas du côté des militaires et du président de la République. On pouvait s'y attendre. Pourtant ce dernier a été sollicité. Aucune réponse, il est occupé à sa fête !

La solidarité ? Elle est plutôt du côté des militants et des sympathisants de la Fédération anarchiste. Ils agissent. Sur la région, le soutien s'organise. Différentes initiatives ont été prises, les manifestations se sont multipliées. Les médias en ont fait l'écho (FR3 et la presse locale). Haroun Tazieff, Bernard Clavel, Henri Laborit, A. Jacquard, J. Monod réclament sa libération. Amnesty International en a fait un prisonnier d'opinion, la Ligue des droits de l'homme est intervenue. Il est vrai que la mascarade est grossière. Au pays des droits de l'homme, le refus est toujours interdit. On enferme encore ceux qui disent non à l'école du crime (qu'elle soit bourgeoise ou populaire). Bruno doit sortir de prison, c'est une exigence.

A. D.

Son adresse : B. Guilloiré, n° 14941 405 C, maison d'arrêt BP 3005, 80030 Amiens cedex.

Comité de soutien : 19, rue de Vincennes, Vorges, 02860 Bruyères et Montbérault.

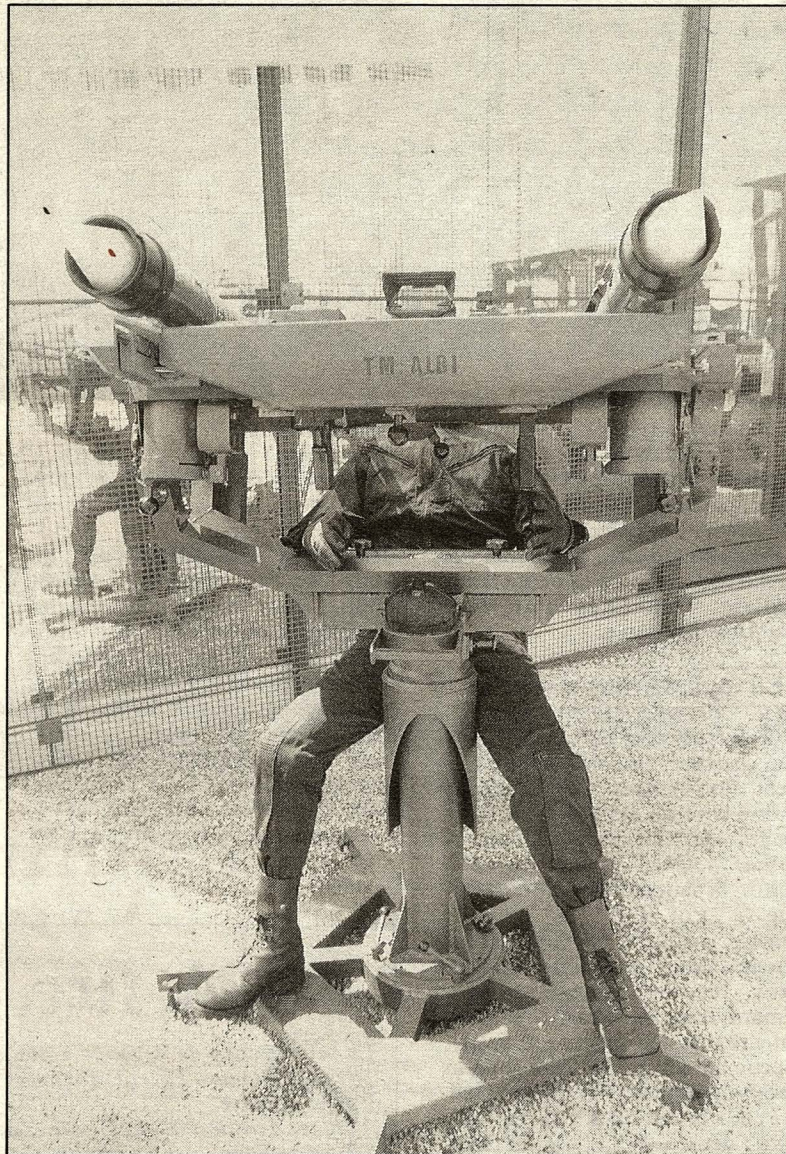
Au patriotisme, au nationalisme, gouvernants et stratèges ont trouvé un nouveau look : l'esprit de défense. Mêmes causes, mêmes effets. Et même mystification. Le fameux « consensus » autour de leur « défense », c'est l'union sacrée chère aux bellicistes de 1914.

Michel AUVRAY

DEPUIS la Révolution, patriotisme et nationalisme avaient créé, artificiellement, l'union sous les armes, l'union par les armes. La guerre, comme la menace de guerre, entretenue sous les prétextes les plus divers, créait de la sociabilité, une prétendue communauté d'intérêts : la nation, censée être défendue par la nation armée et sa consécration, le service militaire. La caserne et l'école, ces deux creusets de l'identité nationale, seraient longtemps associées pour aboutir, en 1914, à l'Union sacrée. Et à ses charniers.

pale du service militaire, cette corvée qui consiste à « fournir les plus belles années de son existence pour aller renforcer les bataillons de ses exploités ». Le recrutement forcé était certes pratiqué, sous l'Ancien Régime, par les monarques. Pourtant, « il appartenait à la bourgeoisie de se décharger entièrement sur ses esclaves du besoin de se défendre ». Avec la Révolution et le mythe de la nation armée, la conscription légitime le militarisme et, ce faisant, la domination.

La lucidité de Jean Grave n'a en rien perdu de son actualité : « C'est



Le processus de mystification idéologique était clair, sa finalité évidente : la religion patriotique, le culte de l'Etat, le militarisme, visaient à rassembler autour du drapeau des individus que tout devait logiquement opposer. Le « brassage social » de la caserne comme l'unité nationale entendaient nier les particularismes régionaux, occulter les antagonismes sociaux pour favoriser l'attachement des citoyens à « leur » armée ; pour leur faire accepter les sacrifices exigés d'eux mais aussi, et peut-être surtout, pour encourager la cohésion sociale, autrement dit la collaboration de classes. En bref, rien de tel qu'une « bonne » guerre — ou sa menace, sa préparation — pour limiter sinon supprimer les conflits sociaux, fabriquer de la paix sociale.

En 1893 déjà, Jean Grave

En 1893 déjà, le compagnon Jean Grave dénonçait la fonction princi-

elle (la bourgeoisie) qui a perfectionné le système en forçant les travailleurs à fournir un certain temps de leur jeunesse à la défense de leurs maîtres. Mais, comme elle ne pouvait, sans danger, leur mettre des armes dans les mains et leur dire : « Défendez-moi, pendant que je jouis », elle inventa le culte de la Patrie. Et c'est à l'aide de ce mensonge qu'elle a pu amener les travailleurs à subir, pendant si longtemps, sans discuter, cet impôt du sang ; c'est à l'aide de ce sophisme qu'à de nombreuses générations elle a pu enlever la portion la plus forte et la plus saine de leur jeunesse, l'envoyer pourrir moralement et physiquement dans les bagnes que l'on appelle casernes, sans que personne songeât à régimenter et à s'y soustraire, sans qu'une voix s'élevât pour s'enquérir de quel droit on venait demander aux individus de se changer (...) en automates, en machines à tuer et en chair à canon. » (Jean Grave, La Société mourante et l'anarchie, Tresse et Stock, 1893, pp. 157-158).

CONSCRIPTION

L'« Union sacrée » !

Des voix se sont pourtant élevées, des insoumis, des réfractaires il y a eu, il y a, fort heureusement. Mais toutes les populations civiles sont désormais transformées en cibles vivantes, en otages de leurs missiles et autres engins d'extermination massive.

soutenu. » (Jacques Robert, L'Esprit de défense, Ed. Economica, p. 23).

Légitimer le militarisme

Voilà qui est clair : la guerre psychologique dont nous sommes les cibles vise à nous convaincre que nous sommes concernés par « la » défense, que leur terrorisme d'Etat est « notre » défense, que les intérêts et enjeux défendus sont les nôtres. Parce qu'il est essentiel aux stratèges et autres bellicistes que les contribuables financent sans rechigner leurs engins de mort, que les jeunes hommes se soumettent, bon gré mal gré, à cette corvée nationale qu'ils osent appeler service. Pour éviter aussi, en cas de « crise grave », avouer sans gêne le même Robert, « une panique totale de la population ou de graves émeutes contre le décideur » qui ambitionnerait de déclencher l'holocauste nucléaire. Non contents de nous prendre en otages, ils exigent, en plus, que nous soyons des victimes consentantes. Passives et muettes.

En définitive, il s'agit bien de légitimer l'armée et le militarisme. Et d'essayer de maintenir l'illusion d'une communauté d'intérêts entre gouvernants et gouvernés, PDG et TUC, généraux et enseignants, entre les « initiés » qui boursicotent et ceux qui galèrent de petits boulots en RMI. De recréer, comme le disait si bien Pompidou, un « patriotisme sans ennemi ».

Décidément, la conscription doit être abolie. Ne serait-ce que parce qu'elle sert d'alibi au militarisme et à la collaboration de classes.

Michel AUVRAY

Stratèges cherchent ennemi

Le président Pompidou avait, en 1972, le mérite de la franchise : « Le problème qui se pose pour la France est de recréer un patriotisme sans ennemi. Cela est plus difficile qu'autrefois, lorsque les Français avaient un ennemi à haïr. » (Le Monde du 11 mars 1972). Pas de chance pour les va-t-en-guerre en effet : les fameux ennemis héréditaires, tantôt l'Anglais, tantôt l'Espagnol, l'Autrichien ou l'Allemand, étaient devenus des alliés. La construction de l'Europe, la modification des « besoins » militaires depuis l'avènement du nucléaire, allaient plus encore contribuer à saper la légitimité des militaires.

Le service militaire lui-même, censé être, aux dires des Bigeard, Debré et autres Chevènement, le « lien privilégié entre la nation et son armée », et « donner à la défense sa dimension nationale et populaire », ne joue plus parfaitement cette fonction. D'où le développement de nouvelles formes de service civil et la signature de différents protocoles. Car la croissance de l'armée de métier est, dans tous les pays industrialisés, une nouvelle donne. Et la mobilisation n'est plus conçue et préparée, comme autrefois, comme la réquisition du maximum de combattants, mais bien comme la militarisation de l'ensemble des travailleurs.

Une nouvelle arme des militaires : l'esprit de défense

La puissance des gouvernants ne repose plus tant, aujourd'hui, sur l'obéissance des soldats que sur la passivité, l'acceptation tacite de leur politique criminelle par les civils. Comme l'écrit le politologue Pierre Lellouche : « Ce qui compte désormais au moins autant, sinon davantage, que la quantité ou la qualité des armes — surtout quand celles-ci sont nucléaires —, c'est la cohésion du tissu social (...). » La cohésion, la paix sociale et le fameux consensus autour de la défense ; et le sentiment national new look, l'union sacrée de cette fin de siècle, présentée comme un « esprit de défense ». Comme il y avait, autrefois, recherche d'un « esprit militaire » ; comme il y a, encore, et peut-être plus que jamais, un « esprit d'entreprise ». Bref, le moral des civils est bien devenu un souci et une arme des militaires.

Les propos de Jacques Robert — dont les décisions envoyèrent autrefois des centaines d'objecteurs en prison, quand il était président de la commission juridictionnelle — sont, à cet égard, éclairants. Voulant aujourd'hui faire des objecteurs « les meilleurs auxiliaires de la défense », cet ancien inquisiteur en chef écrit dans un gros ouvrage intitulé précisément L'Esprit de défense : « Une force nucléaire de dissuasion sans soutien populaire actif ne sert à rien car elle est paralysée, le décideur ne pouvant en rien décider s'il ne se sent pas soutenu par une opinion largement majoritaire. Or, pour que l'opinion suive, il faut qu'elle se sente partie prenante à la défense, qu'on lui explique que la défense n'est pas une affaire de spécialistes mais son affaire à elle car il y va de son destin. Cela veut dire à l'évidence que l'esprit de défense a besoin d'être

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Les Luites : Syndicalisme et lutte sociale, Editorial, Amis lecteurs.
- PAGE 4, Les Luites : Syndicalisme et lutte sociale (suite), Fonction publique : l'année scolaire des luites, Météo : un été pourri.
- PAGES 5 ET 6, Arguments : La Révolution française et nous, Proudhon et la Révolution française.
- PAGE 7, Histoire : Claire Lacombe et les citoyennes révolutionnaires.
- PAGE 8, Arguments : Apologie de la Révolution.
- PAGE 9, Arguments : Apologie de la Révolution (suite), Réédition de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine.
- PAGE 10, Histoire : La Révolution et l'esclavage.
- PAGE 11, Dans le monde : Iran, USA, Pologne, Chine.
- PAGE 12, Société : Société de service et de consommation.
- PAGE 13, Répression : Prisons : la poudrière, Lettre aux détenus d'Yzeure, Réponse des prisonniers, Occupation du chantier de Nanterre.
- PAGE 14, Expressions : André Hélène, La défense du roman noir.
- PAGE 15, Expressions : Notes de lecture.
- PAGE 16, Antimilitarisme : Militarisme : « l'union sacrée », Bruno Guilloiré embastillé en 1989, Nouvelles du front.